



COUNCIL
OF EUROPE

CONSEIL
DE L'EUROPE

Naturopa



Naturopa

N° 59 - 1988

Centre
Naturopa

Editorial	W.P. Pahr	3
Un impact majeur	H. Hamele	5
Nous recherchons la nature	G. Kramer	8
Strasbourg - capitale verte	M. Rudloff	10
L'oxygène de Sofia	D. Stoyanov	12
La Méditerranée - cent millions de touristes	L.J. Saliba	13
Quel avenir pour les Alpes?	M.F. Broggi	18
Tourisme dans le nord	P. Tuunanen	21
Bien gérer est une nécessité	N.F. Halbertsma	23
Le tourisme différent	A.S. Travis	25
Une responsabilité à partager	J. Krippendorf	28
Au Conseil de l'Europe		30



Symbole des activités du Conseil de l'Europe pour la conservation de la nature.

Naturopa est publié en français, anglais, allemand, italien, espagnol et portugais par le Centre Naturopa du Conseil de l'Europe, BP 431 R6, F-67006 Strasbourg Cedex.

Editeur responsable: Hayo H. Hoekstra
Conception et rédaction: Annick Pachod

Conseiller spécial de ce numéro: M. H. Hamele, Studienkreis für Tourismus e. V., Starnberg (République Fédérale d'Allemagne)

Photocomposition: Lithocompo S.A., Liège (Belgique)

Imprimeur: Massoz S.A., Liège (Belgique)

Photogravure: Gam Grafic, Herstal (Belgique)

Les textes peuvent être reproduits librement, à condition que toutes les références soient mentionnées. Le Centre serait heureux de recevoir un exemplaire témoin, le cas échéant. Tous droits de reproduction des photographies sont expressément réservés.

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil de l'Europe.

Couverture: photo G. Lacoumette

Légendes des illustrations pages 16-17:

1. Rupicapra rupicapra (Photo Danegger/JACANA)
2. Cervus elaphus (Photo Danegger/JACANA)
3. Photo M. Darbellay/SVZ
4. Lepus timidus (Photo E. Dragesco/JACANA)
5. Lagopus mutus (Photo Dragesco/JACANA)
6. Lyrurus tetrix (Photo Dragesco/JACANA)

La poule aux œufs d'or

Il semble que, le plus souvent, l'homme soit en conflit avec son environnement. L'un des moments où cela apparaît très clairement est celui de ses quêtes, de plus en plus intensives dans un monde de plus en plus accessible, pour ses loisirs et divertissements.

Naturopa 59 est entièrement consacré aux conséquences sur l'environnement des loisirs de l'homme et d'un tourisme qui d'ici très peu de temps, sera l'une des plus grandes industries mondiales. La pression de millions de touristes qui ont accès aux coins les plus lointains du monde entier est très importante et entraîne avec elle des dangers pour des habitats souvent fragiles.

Mais le tourisme, que ce soit un après-midi dans les forêts péri-urbaines, ou dans les îles lointaines, peut apporter des bénéfices importants aux populations locales.

Pour éviter les risques de dégradation pour la nature mais aussi au niveau social et, à long terme, économique, ce numéro de Naturopa s'est efforcé, avec les experts qui y ont contribué, de trouver des solutions acceptables pour tout le monde.

Le numéro 60 de Naturopa sera entièrement consacré à la vie marine — à un moment où celle-ci connaît de graves difficultés.

H.H.H.



Editorial

La protection, la valorisation et l'amélioration des diverses composantes de l'environnement humain figurent parmi les conditions fondamentales du développement harmonieux du tourisme». Déclaration commune de l'OMT-PNUE sur le tourisme et l'environnement en juillet 1982.

Bien que les pays ne puissent pas tous prétendre à une vocation touristique, rares sont ceux qui n'ont pas été touchés par le développement rapide du tourisme moderne. L'augmentation du revenu disponible et la généralisation du congé payé ont tout particulièrement favorisé la croissance du tourisme dans les 21 Etats membres du Conseil de l'Europe qui représentent plus de la moitié des 355 millions d'arrivées internationales enregistrées dans le monde en 1987.

Proclamé «passeport pour la paix» par les Nations Unies en 1967, le tourisme a indubitablement contribué au développement et à la préservation de relations amicales entre les nations européennes ces derniers temps. Toutefois, comme de nombreux progrès sociaux qui ont servi à favoriser un esprit véritablement international dans la société européenne, ces progrès ont été, tout au moins au début, réalisés aux dépens de l'environnement naturel, social et culturel.

Le fait est que nombre de pays européens se sont servis du tourisme international comme d'un instrument de reconstruction du développement économique et social d'après-guerre. Dans ce processus, les gouvernements ont été rapides à prodiguer des stimulants à l'industrie touristique naissante, mais lents à fournir les contrôles et le cadre de planification nécessaires.

Nous en avons tous vu les résultats. Des stations balnéaires surpeuplées, des constructions architecturales insensibles et inesthétiques, des bois et des forêts jonchés de débris, des lacs et des fleuves pollués ont été parmi les résultats négatifs de l'essor touristique. Il y a eu également des conséquences humaines. Le tourisme de masse a entraîné en de nombreuses régions des changements sociaux non désirés, la perte de l'identité culturelle et l'asservissement économique au dollar touristique. Les erreurs n'ont été que trop évidentes.

Malheureusement, le redressement de la situation est venu en grande partie du secteur touristique lui-même, car les gouverne-

ments et les voyageurs ont rapidement compris qu'un environnement intact est un atout touristique majeur aujourd'hui. L'OMT, créée en 1975, a périodiquement inscrit la conservation de l'environnement et la protection du patrimoine touristique à son ordre du jour.

Les touristes eux-mêmes ont joué un rôle important dans ce processus. De plus en plus sensibilisés aux problèmes environnementaux, les voyageurs d'aujourd'hui sont devenus plus éclairés et exigent un meilleur rapport qualité/prix pour leur période de congé. Aujourd'hui la demande de produits de qualité supérieure augmente régulièrement et il est certain que l'avenir se trouve dans le tourisme de qualité.

Concurrence et choix ont sensiblement augmenté. On peut désormais parcourir de longues distances même avec un budget modeste et de nombreuses destinations possibles sont commercialisées. Les organisations de consommateurs et les guides de voyage ont cherché non seulement un rapport qualité/prix, mais aussi et surtout de la qualité pour le compte de leurs membres ou de leurs lecteurs.

Mais les forces du marché à elles seules n'ont pas suffi à révolutionner les comportements à l'égard du tourisme et de l'environnement. On en est venu à réaliser que le tourisme devrait faire l'objet d'une planification et d'une gestion intégrées de l'environnement. Cela a nécessité la participation des autorités de l'aménagement locales, régionales et nationales, la liaison entre les administrations nationales du tourisme et les ministères de l'environnement, ainsi que d'importants investissements.

L'approche intégrée du développement du tourisme a produit un certain nombre de notions et de conceptions utiles. Parmi elles figure la capacité d'accueil touristique. C'est l'expression utilisée pour décrire le nombre de touristes qu'une région ou un lieu peut accueillir sans endommager gravement l'environnement.

Une meilleure répartition saisonnière et géographique du tourisme est un objectif important de la politique environnementale d'aujourd'hui. C'est ainsi que les Communautés européennes prennent d'importantes mesures en ce sens.

L'extension du tourisme, même dans les principaux pays d'accueil, est encore inégale, ce qui inquiète les administrations nationales du tourisme. Nombre de pays constatent que leur trafic touristique est concentré dans les zones côtières et insulaires, tandis que les régions centrales riches en culture sont moins fréquentées par les touristes. Les communautés montagneuses situées à quelques kilomètres seulement des plages surpeuplées souffrent de déclin économique et de dépeuplement.

Face à cette situation, de nombreuses autorités régionales et nationales ont décidé qu'il fallait prendre des mesures pour créer des pôles d'attraction touristique qui compenseraient l'exode rural. A cet égard, le tourisme était destiné à devenir, et est en fait devenu, un allié de la Campagne du Conseil de l'Europe pour le monde rural et un ami de l'environnement.

L'OMT se félicite de l'initiative du Conseil de l'Europe de consacrer un symposium au tourisme et aux loisirs à la campagne. Convenablement et intelligemment développé, le tourisme pourrait beaucoup faire pour ramener la vie dans les zones rurales de l'Europe en «utilisant» les ressources naturelles sans les dégrader. Par ailleurs, une telle politique est entièrement conforme au principe du «développement soutenable» évoqué dans le rapport «notre avenir commun» de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement présidée par le premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland. Cette politique mérite le soutien sincère de la communauté internationale.



Willibald P. Pahr
Secrétaire Général
Organisation mondiale du tourisme



Un impact majeur

Herbert Hamele

Le monde devient de plus en plus petit. Cette formule qui, au début, frappait sans doute les esprits, s'est transformée entre-temps en lapalissade; car l'armée annuelle de millions de touristes effectue des trajets de plus en plus longs en moins de temps et ceux qui prétendent déjà tout «connaître» sont légion. Le nombre de voyageurs ne cesse de croître et, en même temps, les dégradations que subit l'ensemble de notre écosystème terrestre augmentent dans le monde entier. Si l'on en impute, globalement et sans appel, la faute à l'homme, on ne peut cependant guère espérer de changement tant qu'on n'aura pas désigné nommément les vrais coupables et qu'on ne les aura pas astreints à certaines obligations.

Développement du tourisme

Depuis les années 50, le tourisme se développe à un rythme rapide: en 1987, les seuls citoyens de la République fédérale d'Allemagne ont effectué 38 millions de séjours de vacances d'au moins cinq jours. En 1954, ce chiffre atteignait à peine 10 millions.

Ce sont surtout l'augmentation du revenu réel disponible dans les pays industriels, la mobilité accrue (développement des voies de communication et des moyens de transport — et notamment augmentation du nombre de voitures particulières), l'augmentation des loisirs mais aussi l'urbanisation croissante, qui sont à l'origine de cet essor, lequel, d'après les prévisions de plusieurs organismes, est censé se poursuivre. Ainsi, en République fédérale d'Allemagne, pendant la période de 1950 à 1982, les revenus ont quadruplé, la motorisation a pratiquement été multipliée par 50 (de 0,5 million de voitures particulières à 24 millions), la durée de travail annuel est tombée

de 2.350 à 1.900 heures, et en même temps, la population citadine est passée de 27 millions à 46 millions de citoyens fédéraux, de sorte que presque 60 % de la population vit dans des conurbations. Pour échapper au stress croissant de la vie quotidienne et à la dégradation de l'environnement, mais aussi sous la pression sociale («tout le monde voyage»), on pratique le tourisme sous forme de voyages de vacances également comme une activité de loisirs libératrice. Qu'il s'agisse d'un voyage en Allemagne ou à l'étranger (d'au moins 5 jours), ce qui incite le vacancier ouest-allemand à partir, c'est surtout le désir de rompre avec le train-train quotidien, respirer un air plus pur, se baigner dans une eau plus propre, échapper à un environnement pollué et vivre en contact avec la nature, ce qui constitue indirectement aussi une critique de l'état de notre propre environnement de la part des 60 % des citoyens fédéraux qui voyagent. Dans les autres pays industriels, les motifs de l'exode volontaire annuel sont probablement les mêmes. Car l'environnement dans nos pays ne se porte pas bien.

Les régions touristiques sont cependant aussi de moins en moins épargnées par les problèmes d'environnement. Si le tourisme y pâtit souvent de catastrophes (accidents de pétroliers, pollution de cours d'eau, radioactivité), il est cependant aussi la cause de bien des maux.

Inconvénients du tourisme

Dans nombre de cas, le tourisme contribue malheureusement également à la dégradation de l'environnement ou en est même la cause principale, notamment en raison de la densité de la circulation automobile, la multiplicité des équipements touristiques, les infrastructures nécessaires ou les nombreuses activités pratiquées par chaque touriste dans les zones de vacances, par exemple, dans les Alpes ou en bordure de la Méditerranée.

L'eau, le sol, l'air, la végétation et la faune, et même les hommes, en subissent les conséquences.

Eau

En particulier sous des latitudes plus chaudes, notamment dans le bassin méditerranéen où il y a souvent pénurie d'eau douce, les touristes consomment des quantités d'eau nettement supérieures à la moyenne. Ainsi, un vacancier qui séjourne dans un hôtel consomme facilement 400 litres d'eau par jour pour se doucher, se laver, la piscine, l'arrosage du gazon, etc. alors que l'autochtone, dans la même localité est peut être censé se débrouiller avec 70 litres au maximum. L'arrosage d'un terrain de golf exige de grosses quantités d'eau douce, bien que ce sport soit généralement considéré comme ne nuisant pas à l'environnement.

A cela s'ajoute la pollution des lacs et des mers, lorsque par exemple 100 millions de touristes, dans l'ensemble du bassin méditerranéen, vont aux toilettes et que les stations d'épuration nécessaires sont en grande partie remplacées par des égoûts qui se déversent dans les eaux de baignade. L'utilisation d'huiles solaires, les résidus de mazout des yachts, les déchets sous forme de millions de bouteilles et de sachets en plastique, contribuent également à la pollution des eaux.

Sols

Hôtels et résidences de vacances, équipements sportifs et de loisirs, restaurants, ports de plaisance et téléskis, infrastructures pour les transports, sous forme de routes, parkings, aéroports, etc. — le sol dans les Alpes ou le long du littoral est envahi par le béton. Certains promoteurs, dans les stations de sport d'hiver, considèrent que même 15.000 téléskis et téléphériques ne sont pas encore suffisants dans les Alpes.

Les randonneurs écrasent le sol, le risque d'érosion augmente à la montagne, les chenillettes et les skieurs endommagent la surface du sol et modifient le cycle de la végétation sous la couche de neige comprimée qui ne dégèle que très lentement. L'équilibre écologique est menacé de surcroît par les déchets abandonnés dans la nature ou la pollution du sol par l'huile, la suie et le plomb provenant des pots d'échappement des véhicules des touristes.



Photo Fries-Irmann

Air

Les conséquences de la circulation des vacanciers sur l'atmosphère sont bien plus graves. Le bruit ne perturbe pas seulement la population et les animaux dans les localités, le long des routes ou à proximité des aéroports; ce sont aussi les avions et les automobiles qui sont responsables de la pollution de l'air en Europe. Environ la moitié — dans les Alpes jusqu'à 80 % — des oxydes d'azote, et la moitié des émissions d'oxyde de carbone en République fédérale, proviennent de la circulation. Outre l'anhydride sulfureux (SO₂), qui provient notamment aussi du chauffage des logements de vacances, les énormes quantités d'oxydes d'azote (NO), et d'autres émanations toxiques, seraient une des principales causes du dépérissement des forêts et des sols. Dans certaines stations climatiques, les taux de pollution de l'air sont devenus comparables à ceux relevés dans les grandes villes. A Rome et à Florence, on a déjà interdit la circulation automobile dans le centre.

Végétation

La part de responsabilité du tourisme de loisirs et de détente dans le dépérissement des forêts est considérable. Les citoyens fédéraux effectuent 60 % de leurs 35 à 40 millions de voyages de vacances annuels d'au moins 5 jours en automobile et presque 20 % en avion. A cela s'ajoutent 40 à 50 millions de séjours de vacances plus courts, de 2 à 4 jours, et un milliard 200 millions d'excursions, également effectuées essentiellement en voiture. Pour l'aménagement d'une grande partie des 40.000 pistes de ski alpines ou d'autres équipements touristiques, on procède en outre à des déboisements et à une destruction

massive de la flore. La couverture végétale endommagée des versants alpins est de moins en moins capable de retenir l'eau, les avalanches et les glissements de terrains, ce qui provoque des catastrophes. A cet égard, nombre d'activités «restreintes» des touristes risquent d'avoir à la longue des conséquences graves, irréversibles. Des plantes rares ou fragiles sont écrasées ou arrachées, des canots à moteur, planches à voile ou voiliers endommagent les roselières, la flore alpine est rasée par les carres des skis, de sorte que de nombreux animaux se voient privés de leur nourriture ou de leur espace vital.

Faune

Dans les eaux de la Méditerranée, les récifs de corail sont abîmés par les battements des palmes des plongeurs ou étouffés par des tourbillons de sédiment. Le harponnage ou le ramassage d'étoiles de mer, de coquillages et de coraux continue à être pratiqué. L'achat de produits d'origine animale, tels que les carapaces de tortues, comme souvenirs, est aussi une cause de régression des populations et de la variété des espèces sous-marines.

Les habitats des derniers phoques et tortues de mer de la Méditerranée sont également menacés par le tourisme, notamment par un projet de centre hôtelier et touristique dans la baie de Dalyan en Turquie. Même de jeunes chimpanzés et autres animaux exotiques, contraints de poser, sur des plages espagnoles, pour des photos avec des touristes, sont parfois mis sous tranquillisants pour les calmer et sont sacrifiés en Europe en fin de compte pour la cause du tourisme.

Dans les forêts de montagne, randonneurs et skieurs sont souvent à l'origine d'une

forte perturbation de la faune. Ainsi, par exemple, un tétras-lyre ou un coq de bruyère, effrayé par un skieur qui passe à une distance de 150 m, consomme plusieurs rations quotidiennes d'énergie pour son envol subi par «catapultage». Si cela se reproduit trop souvent, l'oiseau meurt de faim.

Les hommes

Il convient aussi de mentionner que, dans les régions touristiques, la population indigène, en tant qu'élément de l'environnement, n'est souvent pas non plus épargnée par les nuisances. L'atteinte au patrimoine culturel à la suite de la vente à des touristes d'objets anciens et d'antiquités, de la perturbation des coutumes et traditions, de l'évolution des valeurs familiales et sociales, pas seulement dans les pays de ce que l'on appelle le tiers monde, mais aussi dans les pays industriels européens, ainsi que l'exploitation au service du touriste des indigènes considérés comme des sous-hommes, contribuent aussi à l'appauvrissement de la diversité et des capacités humaines.

Dans nombre de cas, le tourisme participe, par conséquent, à la menace qui pèse sur notre environnement. Mais il pâtit aussi de plus en plus lui-même de ces problèmes qu'il a contribué à créer. C'est dans ce domaine qu'il faut, par conséquent, aussi rechercher des solutions et des atouts pour l'instauration d'un tourisme compatible avec l'environnement.

Risques et perspectives

L'aspiration des touristes à un environnement intact, à des sites et des paysages naturels, constitue un facteur décisif. Cependant, si les espaces naturels en Europe continuent à régresser à la suite de la progression du peuplement et de l'urbanisation, de la construction de routes et de

naturels, constitue un facteur décisif. Cependant, si les espaces naturels en Europe continuent à régresser à la suite de la progression du peuplement et de l'urbanisation, de la construction de routes et de l'utilisation massive d'engrais dans l'agriculture, si la distinction entre le travail-grisaille de la vie quotidienne, et les loisirs-temps libre, où l'on vit pleinement, continue à être maintenue et s'accroît encore, le tourisme, et les pressions considérables qu'il exerce sur la nature et les paysages, continuera également à augmenter. Aujourd'hui déjà, une large fraction des vacanciers ouest-allemands considère que voyager est au fond la seule possibilité de découvrir encore une nature intacte.

L'indispensable remise en état de l'environnement malade nous coûtera cependant de plus en plus cher. Ainsi, la protection contre les avalanches sur les versants alpins coûte aujourd'hui 500.000 ECU par hectare. Des centaines de milliers d'hectares sont menacés si le dépérissement des forêts dans les massifs montagneux se poursuit! La question qui se posera dans l'avenir ne sera pas, par conséquent, de savoir si nous pouvons nous payer une protection de l'environnement aussi coûteuse, mais si nous avons les moyens de continuer à pratiquer un tourisme aussi nuisible pour l'environnement.

L'on discute davantage ces dernières années de la nécessité et des possibilités de favoriser un tourisme compatible avec l'environnement et la société, ce que recouvre, par exemple, la notion de tourisme doux. En particulier, le groupe de travail «Tourisme avec Discernement», qui regroupe 17 organisations de plusieurs pays, a présenté en mars 1988 une liste de propositions, laquelle a suscité un vif intérêt. Sur le plan concret, on relève d'ailleurs aussi des initiatives encourageantes, comme, par exemple, dans les Alpes piémontaises près de Turin (Italie), le sentier de grande randonnée *Grande Traversata dei Alpi* (GTA), ou dans le Parc national du Bayerischer Wald (RFA), où les communes riveraines ont élaboré, conjointement avec le Cercle d'études pour le tourisme, une conception du tourisme fondée sur le slogan «Découvrir et conserver la nature et la culture».

De tels exemples existent dans de nombreux pays, mais on ne les connaît pas suffisamment et leurs incidences sont réduites par rapport à l'emprise du tourisme dans son ensemble.

Lorsque l'Internationale des Amis de la Nature collabore par-delà les frontières à l'action «Tourisme doux en Sarre» (RFA), prévue pour 1989, lorsque des groupes de protection de la nature et des offices du tourisme décident d'organiser, dans les Alpes, une campagne «Voyages en accord avec l'environnement», il s'agit de démarches encourageantes. Une coopération intensive à l'échelon européen s'impose lorsqu'il

s'agit, par exemple, dans le nord-est de la Grèce, de protéger le massif du Rhodope au moyen de l'aménagement d'un parc national, dont certaines parties pourraient certainement aussi être accessibles à un tourisme compatible avec l'environnement et les besoins de la société. Dans certaines régions, comme dans la baie de Dalyan en Turquie mentionnée ci-dessus, la création d'un parc national constituerait sans aucun doute une alternative douce appropriée au tourisme dur.

Pour que la nature puisse aussi être considérée dans nos pays comme un bien digne d'être protégé, pour qu'on puisse atténuer la pression croissante qui s'exerce sur des zones de détente saturées, il faut cepen-

dant aussi prévoir davantage d'espaces naturels dans les zones de concentration urbaine. Comme le groupe *Neues Reisen*, qui critique les modalités actuelles du tourisme, l'exige depuis dix ans, il faut proposer d'autres formules, afin qu'on ne soit plus obligé de partir au loin.

Dans un monde qui devient de plus en plus petit, ce qui finira par être déterminant pour nous tous à la longue, ce n'est pas de pouvoir aller partout, mais de savoir si cela vaut encore la peine d'y aller. ■

Herbert Hamele
Studienkreis für Tourismus e.V.
Dampfschiffstraße 2
D-8130 Starnberg

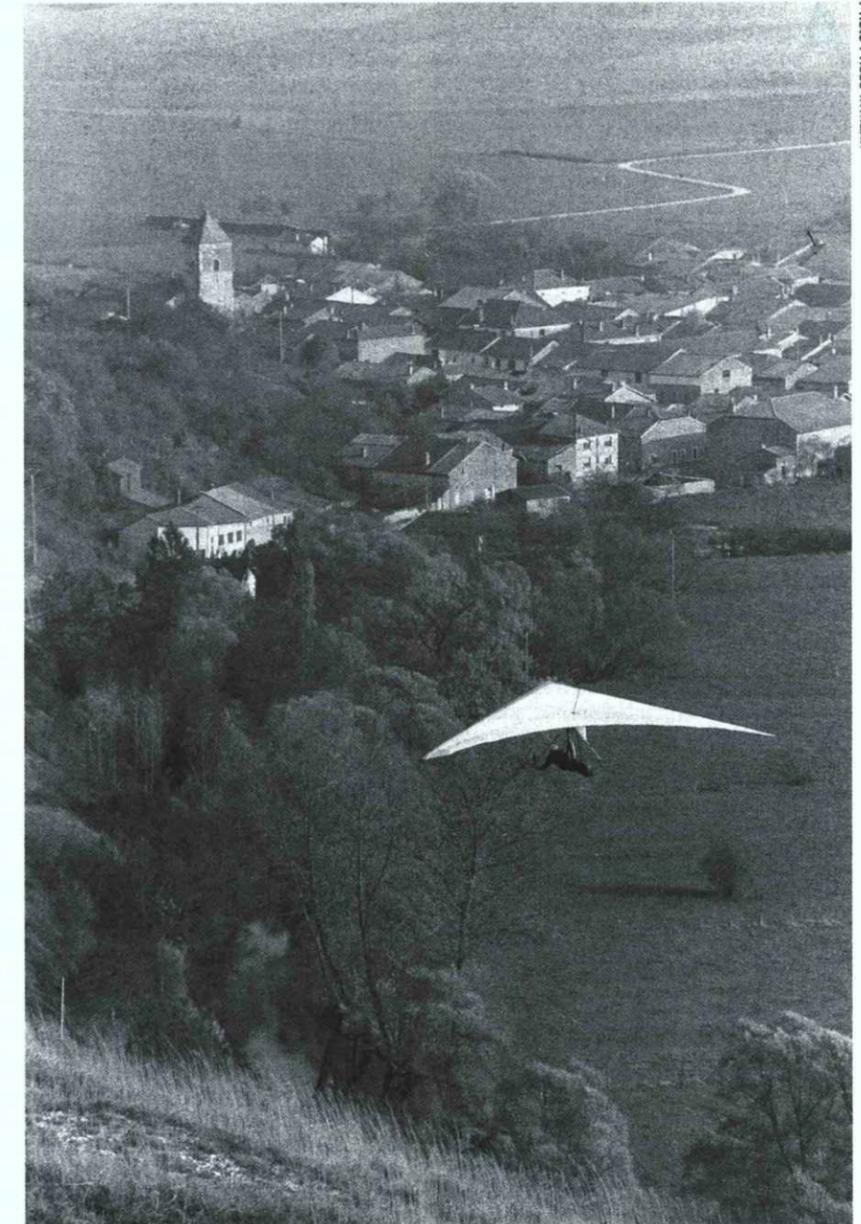


Photo Fries-Irmann

Nous recherchons la nature

Gerd Kramer

À la suite d'une étude de marché qualitative réalisée en 1972 par un groupe d'étude pour le tourisme sous le titre «Le Schleswig-Holstein, terre de vacances», l'Association touristique du Schleswig-Holstein conduit, depuis 1974, ce qu'on appelle des actions touristiques; ces actions, qui au début s'étendaient sur une année, ont été programmées par la suite pour des périodes de deux ans.

Il s'agit d'améliorer l'offre proposée à des groupes cibles, grâce à une publicité intérieure dans notre Land, ainsi qu'au concours de tous ceux qui sont partie prenante dans le tourisme.

La première action touristique, baptisée «Année des culottes courtes», a été suivie de sept autres actions, intitulées, par exemple, «Venez jouer à Christophe Colomb», «Mille et une randonnées», «L'enfant-roi», «Venez retrouver la forme dans le Schleswig-Holstein».

En 1986, le Comité de direction de l'Association touristique du Schleswig-Holstein décida qu'on entreprendrait en 1987 une action touristique qui serait baptisée *Naturlaub in Schleswig-Holstein* («Naturepos dans le Schleswig-Holstein»).

Jusqu'au début des années 80, l'Association touristique et ses membres n'ont abordé les problèmes de la protection de la nature et de l'environnement que de manière sporadique et avec beaucoup d'hésitations; ce fut également le cas, d'ailleurs, d'autres organismes touristiques. Etant donné que les activités de l'Association étaient orientées essentiellement sur des objectifs économiques, on craignait que le fait de se préoccuper de questions environnementales ne suscite des réactions négatives dans la presse, et n'aboutisse ainsi à une régression du nombre des visiteurs.

Une évolution dans les mentalités commença à se dessiner au cours du débat glacial et agressif portant sur la Loi relative au Parc national de Wattenmeer, dans le Schleswig-Holstein, loi qui prit effet le 1^{er} octobre 1985.

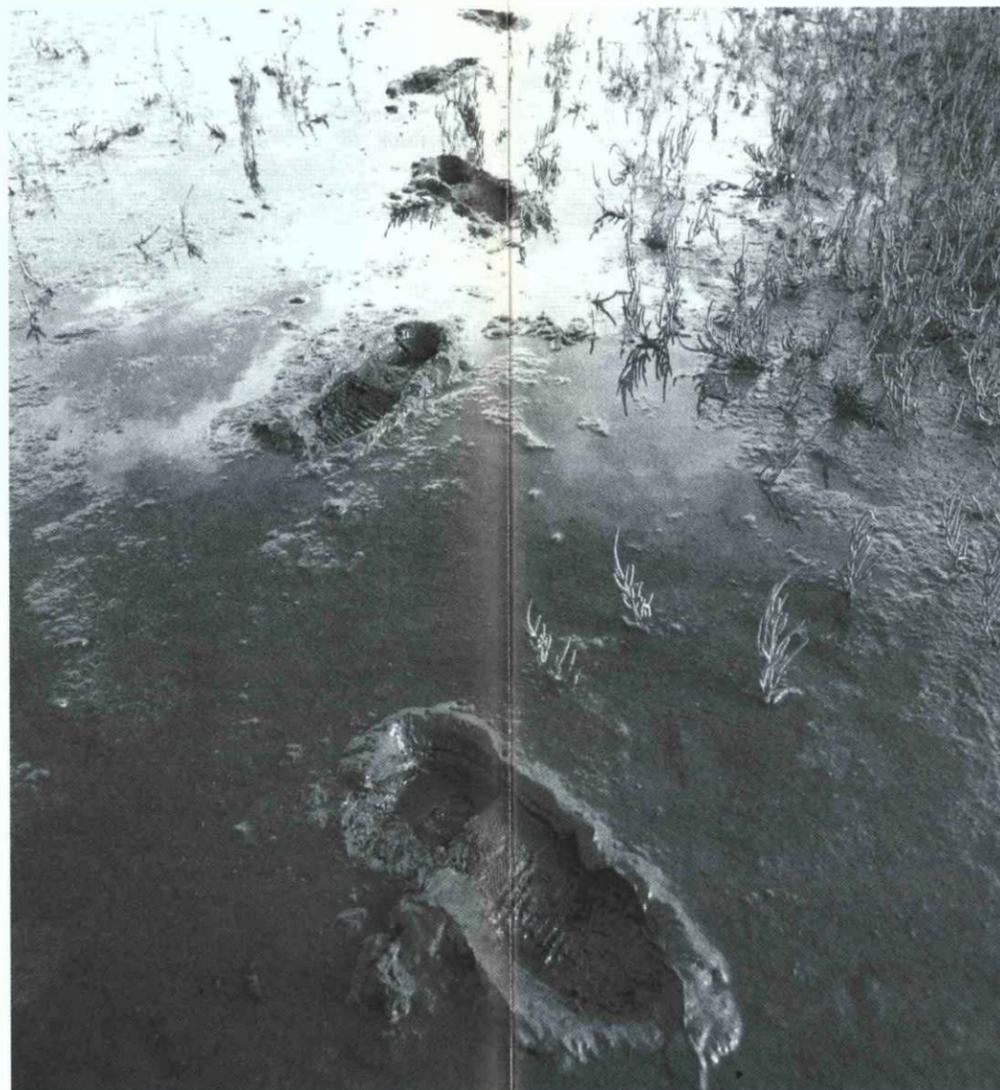
Dans l'empoignade à laquelle le Parc national donnait lieu on vit se heurter de front, d'une part les intérêts de la sauvegarde de la nature, et d'autre part, les intérêts économiques; cette bataille faillit réduire à néant la collaboration qui s'était ébauchée jusqu'alors.

Préoccupée par la question de savoir quels effets le Parc national produirait sur le tourisme dans le Schleswig-Holstein, l'Association touristique, à l'occasion d'une nouvelle enquête sur les motivations, présentée en 1986 par les soins du Groupe d'études pour le tourisme, insista particulièrement pour qu'on examine le point de vue des vacanciers potentiels au sujet des questions touchant à la sauvegarde de la nature et de l'environnement, ainsi qu'aux atouts dont dispose le Schleswig-Holstein dans ce domaine. En même temps, on a procédé à une évaluation du programme «Tourisme et environnement» de l'analyse des voyages en 1985.

Constatations préliminaires

L'Association a tiré de cette double source d'information les conclusions suivantes:

1. Une nature et un environnement intacts: ces avantages du Schleswig-Holstein, dont il vient d'être question, font partie, dans le contexte de la motivation des visiteurs, des atouts les plus importants dont dispose le Land, même par rapport à d'autres régions de destination.
2. Les vacanciers, dans le Schleswig-Holstein, sont beaucoup plus sensibilisés aux problèmes écologiques, et sont beaucoup plus gênés par les lacunes environnementales, que les vacanciers d'autres zones. De toute évidence, les problèmes environnementaux qui sont personnellement «vécus» affectent parfois davantage l'image du Land que ne le font les comptes rendus des médias.
3. Les possibilités qui existent en matière de contact avec la nature sont abondamment mises à profit et jouent un rôle important pour les vacanciers.
4. En même temps, la démarche qui consiste à rapprocher de la nature les vacanciers et les citadins en quête de détente à proximité de leur ville constitue le meilleur moyen de leur représenter la nécessité d'une protection de la nature et d'encourager chez eux un comportement écologique.



Ne laissez pas vos empreintes sur le paysage.

Compte tenu de ces constatations, les instances de l'Association ont décidé que la question des relations entre tourisme, d'une part, nature et environnement, d'autre part, ferait l'objet d'une nouvelle action touristique.

Au cours de la phase préparatoire, l'Association prit contact avec les quatre grandes organisations qui s'occupent des réserves naturelles, à savoir la *Deutscherbund für Vogelschutz - Landesverband Schleswig-Holstein* (Union allemande pour la protection des oiseaux), la *Naturschutzgesellschaft Schutzstation Wattenmeer e.V.* (Société de sauvegarde de la nature, station de Wattenmeer), l'*Umweltstiftung WWF - Wattenmeer - Schleswig-Holstein* (Fondation environnementale WWF - Wattenmeer) et le *Verein Jordsand zum Schutze der Seevögel* (Société de Jordsand pour la protection des oiseaux de mer).

Programme

Le programme a été réalisé de la manière suivante. Afin de donner un cadre à l'action «*Naturlaub in Schleswig-Holstein*», on a mis au point un emblème pour toutes les initiatives de l'Association et de ses membres, en accord avec les organisations de protection de la nature. En outre, les communes touristiques et les organisations de protection de la nature se sont vu remettre une affiche permettant d'indiquer, avec les dates correspondantes, les manifestations sur le thème de la connaissance de la nature, organisées par les communes ou les associations de protection de la nature.

A Berlin, déjà en 1987 lors de la Bourse internationale du tourisme, on a pu présenter une brochure intitulée «Nature et Vacances dans le Schleswig-Holstein». Avec la publication de ce prospectus, mis au point d'un commun accord avec les associations de protection de la nature, l'Association sur la nature et l'environnement du Schleswig-Holstein entendait faire œuvre d'information, tout en suscitant des attitudes inspirées par la conscience de l'environnement. L'encart monochrome, qui est actualisé chaque année, contient des informations sur l'infrastructure municipale relative à la connaissance de la nature, ainsi que sur les offres forfaitaires dans ce domaine.

En outre, on a mis au point, en coopération avec l'ADAC et l'Office du tourisme d'Eiderstedt, un «produit» spécifiquement axé sur la nature, et qui a été inclus dans le catalogue d'été de l'ADAC de 1987 et 1988. Le voyageur AMEROPA a mis au point, lui aussi, pour l'année 1988, des «produits» reposant sur le concept «Naturepos».

Parallèlement aux activités des associations, on a entrepris une action intensive au niveau de la presse. Conférences de presse, contact avec les services de presse, voyage de presse en mai 1987: autant d'occasions pour les associations de protection de la nature et pour l'Association touristique, de donner des informations sur les objectifs communs et les mesures adoptées.

Les districts, les communes et les groupements touristiques ont conçu, dans le cadre de cette action, de nombreuses activités, allant de la création de biotopes jusqu'aux activités environnementales, en passant par l'élaboration de programmes de connaissance de la nature et de documents d'information.

Actions particulièrement importantes

Par l'intermédiaire et avec le soutien de l'Association touristique, le «Kreis» de Dithmarschen s'apprete à élaborer un plan d'adaptation macro-économique et écologique, dans le contexte du Parc national du Wattenmeer.

Au début de 1988, le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts du Schleswig-Holstein a conclu, avec l'Association touristique et l'Association des stations balnéaires de la mer du Nord, un accord sur la coopération en matière d'information, d'organisation de l'offre et d'activités de relations publiques.

En novembre 1987, l'Association des stations balnéaires de la mer du Nord du Schleswig-Holstein a, avec des associations de protection de la nature, d'autres organisations de tourisme et les communes, affrété un navire, pendant le déroulement à Londres, de la deuxième Conférence internationale sur la protection de la mer du Nord, afin d'alerter l'opinion — par des expositions, des conférences de presse et des exposés — sur la mauvaise santé de la mer du Nord et sur la nécessité de la sauvegarder des dangers qui la menacent.

Toujours en novembre 1987, un bilan intérimaire a été établi lors d'une réunion des membres de l'Association touristique. L'Union allemande pour la protection des oiseaux et le Centre de la nature de Bredstedt, les offices du tourisme d'Eiderstedt et de Flensburg et la commune de Sylt-Ost ont été distingués pour les activités exemplaires qu'ils ont menées dans le cadre des actions touristiques.

Les associations de sauvegarde de la nature et l'Association de tourisme sont convenues de poursuivre, en 1988, cette initiative dont le succès a été démontré. Entre-temps, la brochure «Nature et Vacances dans le Schleswig-Holstein» a été remaniée et rééditée. Elle a été complétée par des informations actuelles provenant des associations de protection de la nature et de l'Association touristique.

Les communes touristiques ont été saisies de nouvelles propositions tendant à améliorer la coopération entre protection de la nature et tourisme. Selon les informations d'ores et déjà disponibles, l'action touristique engagée en 1988 a un retentissement encore plus fort, non seulement parmi les milieux s'occupant du tourisme et de la protection de la nature, mais aussi parmi les citoyens du Land et les hôtes de passage.

Cette action a contribué de manière déterminante à vaincre la polarisation, l'incompréhension et l'absence de dialogue qui existait entre la protection de la nature et le tourisme. C'est là son plus beau résultat. ■

Gerd Kramer
Fremdenverkehrsband
Schleswig-Holstein
Niemannsweg 31
D-2300 Kiel 1

Strasbourg - capitale verte

Marcel Rudloff

L'exemple de Strasbourg

Si Strasbourg, ville deux fois millénaire, veille avec soin sur son patrimoine architectural, elle prête la même attention jalouse à une autre de ses richesses : son patrimoine forestier composé de 3.770 hectares boisés.

Plus d'un quart de ses forêts se situent sur le territoire même de la ville. Heureux Strasbourgeois qui n'ont qu'à s'éloigner de cinq kilomètres à peine de la cathédrale pour se retrouver en pleine nature ! Les massifs forestiers de la périphérie strasbourgeoise procèdent de la vaste forêt alluviale qui s'est développée sur les deux rives du Rhin, depuis la période postglaciaire. Ses particularités climatiques et hydrographiques ont entraîné la prolifération d'une végétation et d'une faune exceptionnelle.

Actuellement, les forêts rhénanes sont parmi les seules d'Europe à avoir conservé des essences aussi remarquables que variées.

Consciente de cet atout, la Ville de Strasbourg poursuit depuis vingt ans l'aménagement de ce milieu privilégié afin d'y créer des zones de récréation pour les citadins et de conservation pour la nature.

Loisirs pour tous

Plusieurs milliers de personnes profitent chaque année des parcours sportifs, établis dans les forêts du Neuhof et de la Robertsau. Tout le monde désormais connaît le principe de ces parcours d'environ 2 kilomètres que jalonnent à intervalles réguliers des stations équipées d'agrès. Chacun peut à son rythme profiter des anneaux, des barres fixes et de différents portiques de gymnastique mis à la disposition du public. Depuis 1982, un troisième parcours a été mis en place à proximité du lac de baignade et de canotage du Bagensee. Cette ancienne gravière, si elle est une des premières à avoir été aménagée, n'est de loin pas la seule. Peu à peu, les autres gravières, creusées pour la réalisation

de nouvelles digues sur le Rhin, ont bénéficié d'un traitement spécifique en fonction de leur destination : pêche, plage pour les bains d'air ou de soleil...

Les amateurs de sports cycliste ou équestre jouissent, quant à eux, de dizaines de kilomètres de pistes aménagées à travers bois.

Des parkings — exclusivement à la lisière des forêts —, des aires de pique-nique, de jeux, des chalets-abris et de nombreuses corbeilles à déchets pour encourager à la propreté, complètent ces aménagements. Et le simple promeneur ? Il dispose d'innombrables allées, chemins et sentiers qui se prêtent aussi bien aux promenades dominicales en chaussures de ville qu'aux circuits plus sportifs en pataugas. Certains sentiers, aménagés en circuits botaniques, sont pourvus de panneaux désignant les principales essences arborescentes.

Densité, luxuriance et variété de la végétation

Il y a en effet de quoi s'instruire dans les forêts rhénanes, qui par leur densité, leur luxuriance et la variété de leurs essences s'apparentent à certains égards aux forêts-galeries des zones tropicales. Exemples types de la végétation : les lianes, appartenant à huit espèces différentes, qui entremêlent leurs guirlandes mouvantes aux autres ramures.

Parmi les 50 espèces d'arbres, les plus fréquents sont les chênes, les aulnes, les peupliers noirs et les frênes qui atteignent aisément jusqu'à 30 mètres de hauteur. Il reste même quelques ormes. A la multitude d'arbustes et d'arbrisseaux s'ajoutent les herbacées aux dimensions souvent gigantesques : il n'est pas rare de trouver des balsamines de 2,80 mètres de hauteur ou des petasites de 90 centimètres de diamètre.

Un eldorado pour la faune

La richesse du monde animal est au diapason du monde végétal. Parmi les 40 espèces de mammifères répertoriés, il suffit d'un peu d'attention pour découvrir les traces de chevreuils et de sangliers, mais aussi de renards, d'écureuils, de ragondins, de lièvres, de blaireaux, de martres ou de belettes...

Sous les couverts humides des roseaux, des prêles et des iris s'épanouissent quelque 13 espèces de batraciens. Parmi eux, des grenouilles vertes ou rousses, des crapauds, des tritons crêtés ou palmés, des lézards, sans oublier les inoffensives couleuvres.

Par contre, il n'y a pas à redouter de vipères. Et que dire de l'étonnante richesse de l'avifaune qui compte plus de 200 espèces d'oiseaux dont plus de la moitié nidifie localement ? C'est un véritable royaume pour les chasseurs... d'images. Car la chasse est proscrite dans cette réserve naturelle.

Des mesures de sauvegarde

Cette interdiction s'inscrit dans le cadre de toute une série de mesures destinées à protéger la forêt : interdiction d'accès aux véhicules à moteur, abandon progressif de toute exploitation commerciale... Plus récemment, la Ville de Strasbourg a pris l'initiative de demander au ministère de l'Environnement le classement de ses forêts de la Robertsau, du Neuhof et de l'île du Rohrschollen en réserves naturelles. Le Conseil de l'Europe n'est d'ailleurs pas étranger à cette prise de

conscience. En 1983, en effet, une recommandation du Comité des Ministres avait été édictée en faveur « de la protection des forêts alluviales dans le cadre de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe ».

L'eau, source de vie des forêts rhénanes

Depuis 1984, l'objectif prioritaire de la municipalité consiste à remettre en eau vive les anciens chenaux du Rhin qui parcourent les forêts. Pourquoi ?

Tout simplement parce que l'extraordinaire richesse de la végétation rhénane dépend de l'importante irrigation des sols. Cette irrigation est due à la présence proche du Rhin et de son prodigieux système circulatoire collatéral, ainsi qu'aux apports constants de la nappe phréatique. Or cet écosystème avait été mis à mal dès le siècle dernier du fait, notamment, des travaux de canalisation du Rhin. Conséquence pour ses chenaux : un assèchement pur et simple ou la stagnation des eaux autrefois vives et poissonneuses. Rétablir les réseaux hydrographiques tels qu'ils existaient au temps du « Rhin sauvage » constituait donc un impératif préalable à toute autre mesure de sauvegarde de l'environnement. Des plans datant de 1770 et 1833 ont permis de retrouver le tracé exact des anciens chenaux. Pour l'alimentation en eau, il n'a pas

été nécessaire de faire appel au Rhin. En ces lieux, la nappe phréatique affleure à moins d'un mètre cinquante de profondeur. Ce sont donc ses eaux limpides et relativement tièdes que l'on a fait ressurgir en dégageant la couche graveleuse qui la recouvrait.

Remise en eau vive des bras morts du Rhin : les résultats

Aujourd'hui, 14 km d'anciens bras morts du Rhin ont été remis en eau vive dans la forêt de la Robertsau et sur l'île du Rohrschollen. D'autres travaux similaires sont à l'étude pour ceux de la forêt du Neuhof. Et les premiers résultats de cette opération ne se sont pas fait attendre. La croissance des herbacées des bords des rives et celle de la végétation aquatique a été fulgurante. Et rendue facilement observable par la clarté des eaux ! Sans compter la réapparition et l'étonnante multiplication de plusieurs espèces de poissons et de batraciens.

Il en a été de même pour la reproduction des oiseaux et des mammifères encouragée par la création de « zones refuges » sous forme de petites ou de grandes îles, aménagées à intervalles réguliers sur les cours d'eau. Ces îles inaccessibles, sauf en barque, préservent l'intimité des animaux en les mettant à l'abri de toute curiosité intempestive.

Un Prix de l'Environnement pour Strasbourg

La Ville de Stuttgart, jumelée avec Strasbourg, a contribué à cette opération de remise en eau vive. Elle a, en effet, participé financièrement et matériellement à la restauration de « l'Auenheimergiesen », un de ces nombreux chenaux du Rhin qui parcourent à nouveau la Robertsau. A ce titre, Strasbourg et Stuttgart se sont vu décerner conjointement le 2^e Prix de l'Environnement des Villes Jumelées par le Conseil des Communautés européennes, à l'occasion de l'Année Européenne de l'Environnement proclamée en 1987.

Des chevaux et des hommes

Grâce à ces efforts, la loutre a refait son apparition dans cette zone protégée.

Mais à côté de la faune sauvage, il est des animaux domestiques que l'on voit de plus en plus souvent réapparaître dans les forêts strasbourgeoises. Ce sont les chevaux employés par les Services Forestiers de la Ville pour effectuer la plupart des travaux d'entretien avec le moins de dommages possible pour l'environnement. Remplaçant les véhicules à moteur polluants, des attelages hippomobiles sont utilisés pour le débardage des bois d'œuvre, le maintien de la propreté des lieux et l'entretien des sentiers de promenade. Par ailleurs, afin d'assurer la protection de la faune et de la flore de ces milieux naturels, une « brigade verte » composée de gardes-forestiers municipaux à cheval a été mise en place. Cette brigade s'occupe également de la gestion de l'ensemble de la faune sauvage en collaboration avec l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Bien entendu, les projets ne manquent pas : poursuite de la remise en eau vive des chenaux du Rhin, multiplication des sentiers botaniques, réintroduction d'espèces disparues, création d'un « conservatoire des plantes menacées », c'est-à-dire d'une pépinière où seront reproduites les plantes rares ou en voie de disparition comme la vigne sylvestre...

Mais Strasbourg ne doit pas qu'à ses forêts son appellation de « ville verte ». Ce serait oublier les 210 hectares d'espaces verts que composent ses parcs, ses jardins, ses promenades aménagées le long de l'Ill, cet affluent du Rhin qui enserre le cœur historique de la cité. A l'égal de ceux des forêts, les arbres des villes sont préservés : aucun ne peut être abattu sans l'autorisation préalable du Maire. Et si vraiment l'abattage s'impose, chaque arbre perdu doit être remplacé par au moins trois autres. C'est à ce prix que Strasbourg demeure « une ville où il fait bon vivre ».

Marcel Rudloff
Maire de Strasbourg

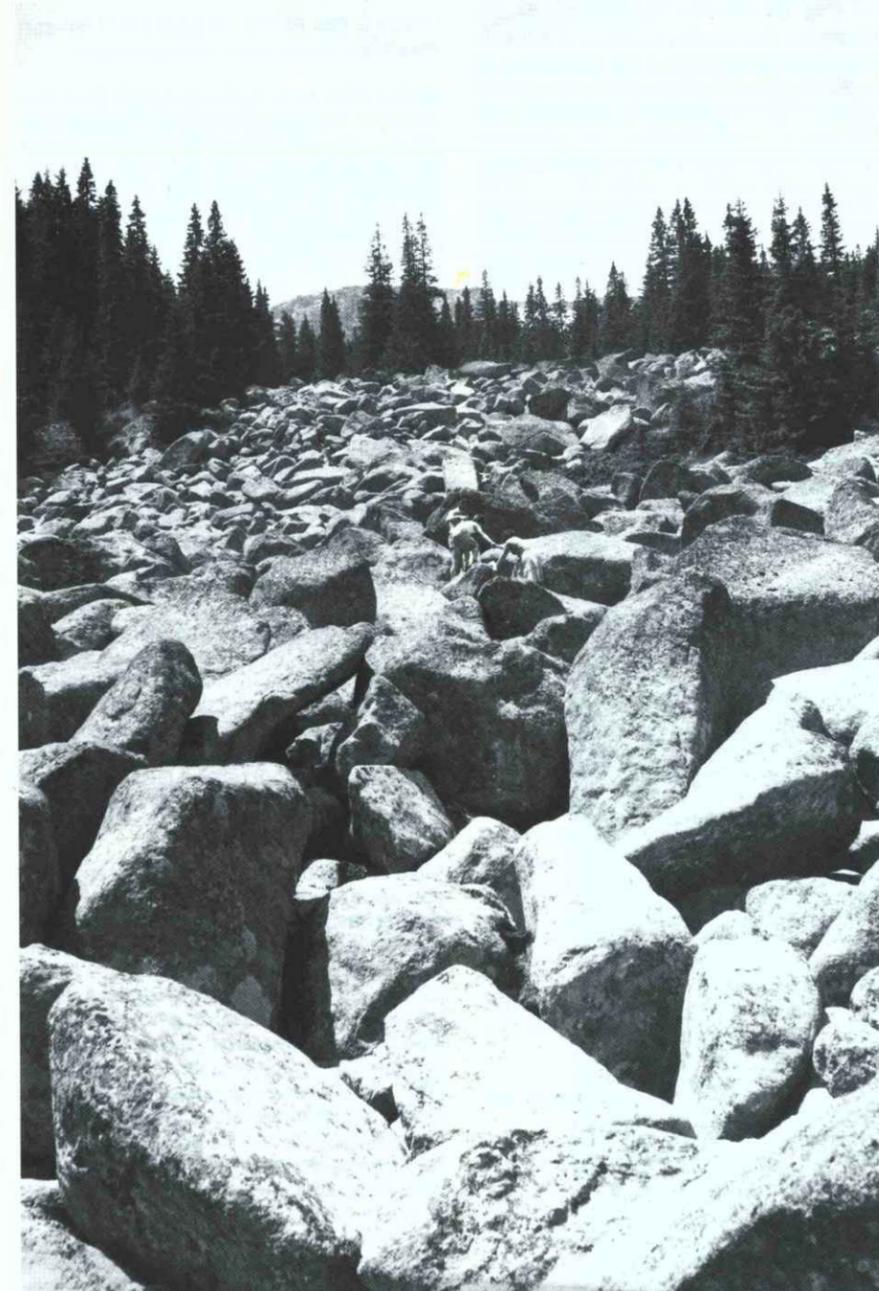


Photo Fliess-Irmann

L'oxygène de Sofia

Dimitar Stoyanov

Rivières de pierres.



Les Bulgares aiment et connaissent toutes leurs montagnes, particulièrement la montagne Vitocha qui fait partie de leur capitale et de leur histoire; elle s'élève en effet à une hauteur de 1.380 m au-dessus de Sofia, tel un gardien.

Avec son manteau de neige en hiver, son habit bleu-vert d'avril à octobre, baignée par les rayons du soleil ou bien entourée de nuages, Vitocha attire des milliers de gens qui trouvent dans ses forêts, ses plaines et ses falaises, repos, divertissement, plaisir et inspiration. Au pied de la montagne, se dresse la chapelle de Boyana avec ses peintures murales de haute valeur artistique.

Photo R.G. Paronov

Les «rivières de pierres» sont l'élément le plus caractéristique du paysage de Vitocha. La plus grande d'entre elles commence du côté ouest de «Tchernata scala» et se perd à deux kilomètres dans la région des «Zlanité mostové» (ou «ponts d'or»). Comme dans les cours de beaucoup de rivières et de fleuves ici, on rencontre des îlots de bouleaux blancs. En été, les amateurs de bains de soleil se prélassent sur les énormes pierres de rivières.

La proximité de la capitale fait que Vitocha est le lieu préféré de promenade des habitants de Sofia: pendant les week-ends, de 60 à 80.000, parfois jusqu'à 120.000 personnes s'y rendent. Par ailleurs, l'hiver, Vitocha offre de bonnes pistes de ski et un complexe sportif.

On comprend aisément l'engouement des visiteurs de Vitocha à conquérir son plus haut sommet «Tchéni vrah». De ses 2.290 m de hauteur, la vue est impressionnante. L'explorateur français Ami Boué, qui connaît les montagnes des Balkans et qui a conquis le sommet «Tchéni vrah» a dit: «... où et de quel endroit peut-on voir tant de charmantes vues d'un seul sommet?»

A Vitocha il est interdit de chasser. Ses 114 espèces d'oiseaux, 21 espèces de mammifères, 25 espèces de reptiles et amphibiens, des milliers d'espèces d'insectes ont une garantie de sécurité et de protection. Une dizaine d'ours avec leurs petits se cachent dans la montagne et s'y sentent merveilleusement bien. Il est également interdit de pêcher, de cueillir les fleurs, d'endommager les arbres, d'allumer des feux, de polluer les cours d'eau.

Tout acte humain qui détruit les beautés de la nature est prohibé dans cette montagne qui agit comme les poumons de Sofia. ■

Dimitar Stoyanov
Membre de la Commission du travail d'éducation auprès
du Comité national de protection de la nature
18, boulevard Vitocha
1000 Sofia
Bulgarie



Photo T. Fakas

La Méditerranée — 100 millions de touristes

Louis J. Saliba

Près de 100 millions de touristes visitent chaque année la zone côtière du Bassin méditerranéen. Cette migration annuelle, qui prend naissance à l'intérieur des pays méditerranéens eux-mêmes, mais aussi ailleurs, et notamment dans le centre et le nord de l'Europe, est en grande partie saisonnière; et elle culmine, en règle générale, dans la période comprise entre mai et septembre. Dans la plupart des pays de la région, le tourisme est déjà devenu une industrie en expansion rapide. Etant donné que c'est la mer qui constitue la principale source de détente et de loisirs pendant la période estivale relativement longue, l'essentiel du développement a pour cadre la bordure littorale,

le long de laquelle l'urbanisation progresse constamment. On observe d'ores et déjà l'extension latérale des villes, grandes et moyennes, sur le front de mer; la métamorphose de plusieurs petits villages de pêcheurs en stations balnéaires d'importance variable; et la création de complexes touristiques et d'autres installations à vocation touristique dans les zones côtières jusqu'alors intactes. Tout cela s'est fait, le plus souvent, par la substitution de structures artificielles à un paysage naturel abritant divers écosystèmes; et l'impact de cette évolution s'est fait sentir aussi bien sur les habitats terrestres que sur les habitats marins. Si les premiers ont surtout pâti d'une élimination pure et simple, les seconds ont été touchés essentiellement par la pollution imputable aux grandes quantités de déchets municipaux déversés directement dans la mer, le plus souvent sans avoir subi de traitement préalable.

On ne peut évaluer avec précision l'incidence du tourisme de masse sur la faune et la flore côtières méditerranéennes. En effet, d'autres facteurs de première importance, résultant de divers aspects du développement socio-économique national, ont contribué à la destruction ou la dégradation des habitats naturels en question. Quoi qu'il en soit, la cause principale ne se situe certainement pas au niveau des touristes eux-mêmes, qui, très souvent, sont plus soucieux de conservation que ne le sont les populations méditerranéennes; elle réside dans les infrastructures d'accueil des touristes et les services qui leur sont liés.

Zones protégées - Le Plan d'action pour la Méditerranée

Cela fait plusieurs décennies qu'on met en œuvre, dans la région méditerranéenne, des programmes de protection de l'environnement, dont beaucoup intéressent la sauvegarde de la nature. Ces mesures sont prises soit à une échelle purement nationale ou locale, soit dans le cadre d'activités internationales. Parmi les organisations internationales qui ont été actives dans ce domaine et ont prêté assistance à divers pays de la région méditerranéenne, il faut mentionner le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (IUCN), le Conseil de l'Europe et l'Unesco, par l'intermédiaire de son programme «L'homme et la biosphère». Plusieurs activités ont été l'occasion d'aborder — certes uniquement de façon marginale — les problèmes découlant du tourisme.

Le seul programme qui s'attaque au problème de la protection de l'environnement méditerranéen à une échelle globale est le Plan d'action pour la Méditerranée, adopté par les Etats riverains en 1975 et appliqué sans relâche depuis lors.

Ce plan d'action, coordonné par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et bénéficiant de la participation active des principales institutions spécialisées de l'ONU, traite essentiellement la question de la pollution de la mer; son instrument juridique de base, la Convention de Barcelone de 1976 sur la protection de la Méditerranée vis-à-vis de la pollution, donne la mesure exacte de son champ d'application. De même, les quatre protocoles adoptés à ce jour en vertu de la Convention concernant, respectivement, les déversements effectués à partir de navires ou d'aéronefs, la coopération face aux situations de pollution ayant un caractère d'urgence, la pollution provenant de sources terrestres et les zones protégées portent au premier chef sur le milieu marin. Toutefois, d'autres aspects du Plan d'action intéressent aussi la partie terrestre de la zone côtière; et ils sont par conséquent liés intimement au problème du tourisme et de ses conséquences, qui sont ressenties principalement dans cette zone.

Le Protocole concernant les zones protégées méditerranéennes a été adopté et signé par les Etats méditerranéens à Genève en avril 1982 et il est entré en vigueur en mars 1986. Le Protocole a vocation à créer des zones protégées dans la région, afin de sauvegarder:

- les sites qui ont une valeur biologique et écologique;
- la diversité génétique des espèces, ainsi que les conditions nécessaires pour leurs populations; les aires de reproduction et les habitats;
- enfin, les types d'écosystèmes et de processus écologiques représentatifs.

S'agissant de la mise en œuvre de ce Protocole, on a récemment ouvert en Tunisie, en étroite collaboration avec l'IUCN, un Centre d'activités régional pour les zones protégées. Le Centre a déjà établi un répertoire des zones marines et des zones côtières protégées de la région méditerranéenne; des directives et des critères pour la sélection, la création et la gestion des zones protégées; enfin, des études de cas utilisant ces directives et ces critères. En 1988-1989, le Centre se propose essentiellement d'aider les pays méditerranéens qui en font la demande à sélectionner, créer et gérer les zones protégées; il compte également mettre des données à la disposition du Plan d'action pour la Méditerranée; œuvrer pour la sauvegarde des écosystèmes nationaux méditerranéens, former du personnel aux techniques de gestion appropriées, et mettre en place un réseau régional de zones protégées côtières et marines.

Dans le cadre des travaux en cours, qui sont coordonnés par le Centre, des pays méditerranéens ont déjà commencé à inventorier systématiquement leurs zones marines et côtières, pour tenter d'identifier

les sites qui méritent protection. Sont pris en considération, entre autres, les caractéristiques environnementales, les utilisations socio-économiques et le potentiel récréatif, ainsi que les menaces existantes ou virtuelles. Ces deux derniers paramètres incluent le tourisme.

On a accordé une attention prioritaire à une espèce animale spécifique, à savoir le phoque moine méditerranéen (*Monachus monachus*). Après avoir fait le point des informations disponibles relatives à la situation actuelle de cette espèce, ainsi qu'aux activités et aux plans tendant à la sauvegarder, une réunion d'experts, organisée conjointement par l'IUCN et le PNUE en janvier 1988, a formulé, d'un commun accord, un ensemble de recommandations prioritaires, sous la forme d'un Plan d'action pour la gestion de l'espèce menacée. Ce Plan d'action inclut des activités immédiates ou à plus long terme dont la mise en œuvre cumulée pourrait permettre de réduire les pressions qui s'exercent sur les populations de phoques subsistant, et ce dans des proportions suffisantes pour qu'un redressement progressif s'opère.

Phoque moine.

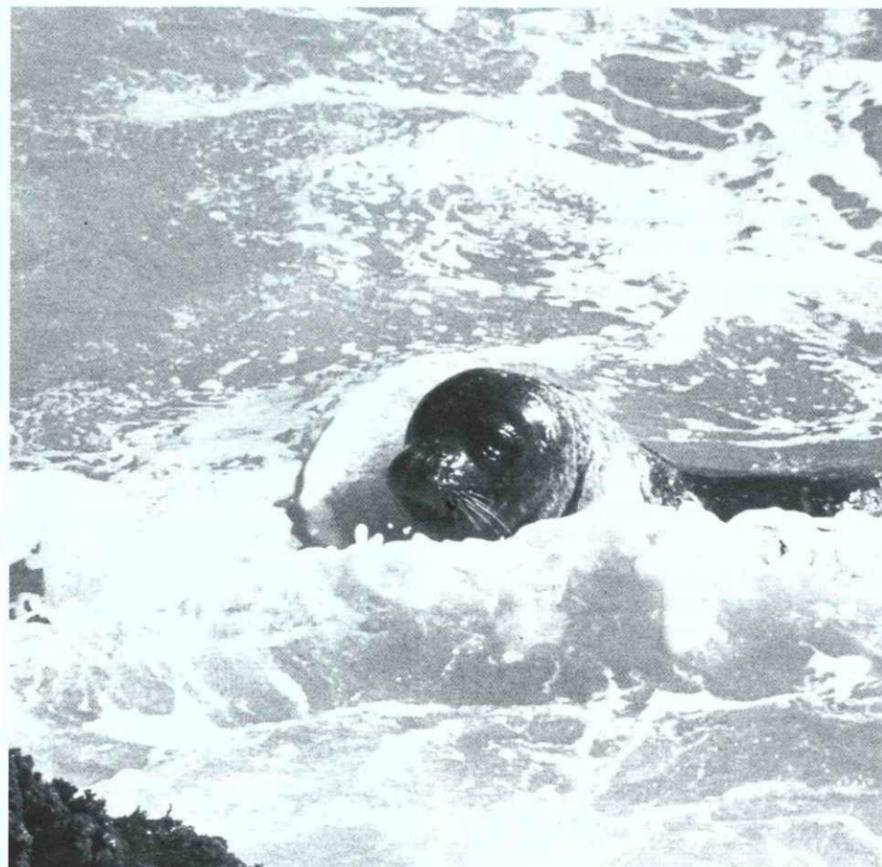
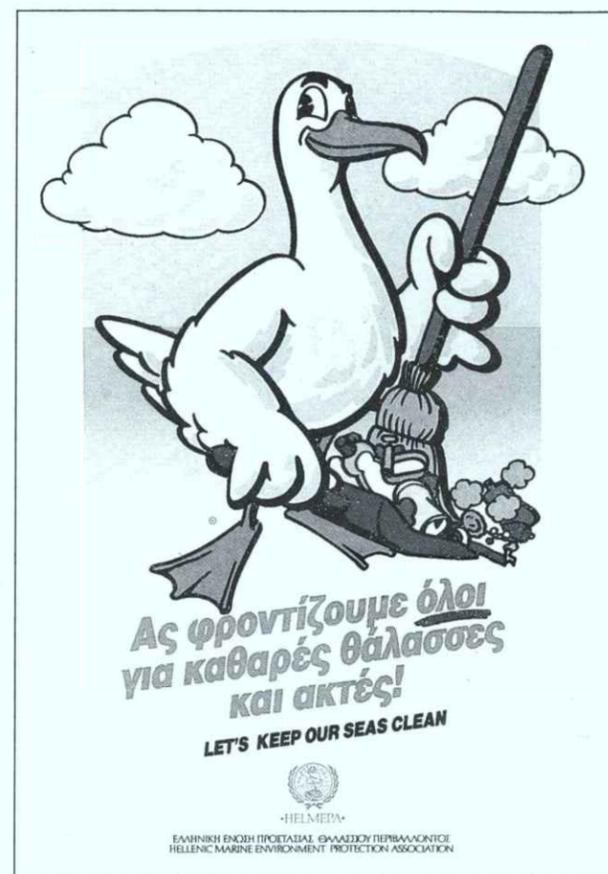


Photo Trolignon-JACANA



Evaluation environnementale : le programme MED POL

La composante scientifique du Plan d'action pour la Méditerranée, est le Programme à long terme de surveillance et de recherche concernant la pollution dans la Méditerranée (MED POL Phase II), conçu pour couvrir la période 1981-1990. Le programme précédent (MED POL Phase I) opérationnel entre 1975 et 1981, donnait un aperçu général de l'état de pollution de la Méditerranée. Il comportait notamment des études sur les quantités dans lesquelles les principaux polluants sont présents dans les plantes et les animaux marins; également, des études consacrées aux effets des polluants sur les organismes marins et leurs populations et sur les écosystèmes marins. Le programme actuel inclut la mise au point de programmes nationaux de surveillance de la pollution, et l'amélioration des programmes existants; il inclut aussi un volet «recherche», avec, notamment, des études sur la toxicité des polluants pour diverses espèces de la faune et de la flore marines; sur l'eutrophisation et sur la modification des écosystèmes naturels. Le programme MED POL aborde d'une manière intégrée le problème de la pollution marine dans la région; mais une partie non négligeable de ses volets «surveillance» et «recherche»

concerne la faune et la flore marines naturelles. En outre, il existe un lien avec le problème du tourisme, étant donné qu'une partie appréciable de la pollution domestique de la Méditerranée est due à l'augmentation de la population pendant les mois d'été, par suite de l'arrivée des touristes.

Dans la masse d'informations accumulées, depuis six ans, au fil des études entreprises dans le cadre de MED POL Phase II, on trouve de nombreuses données sur l'état de la faune et de la flore marines méditerranéennes. Une proportion considérable de ces renseignements s'avère utile pour la mise en œuvre progressive, par les pays de la région, du Protocole de 1980 sur la protection de la Méditerranée contre la pollution provenant de sources terrestres.

Gestion de l'environnement : protection de la zone côtière

Le volet «gestion de l'environnement» du Plan d'action comprend:

- le Plan bleu, qui est une étude prospective intersectorielle visant à fournir aux pays de la région les données nécessaires pour toute démarche visant à associer le développement socio-économique avec la sauvegarde de l'environnement;

- le Programme d'actions prioritaires — ensemble d'études de cas infrarégionales et d'autres activités dans divers domaines où l'état des connaissances autorise des mesures concrètes immédiates.

Les deux volets incluent des enquêtes approfondies sur le tourisme et ses effets. Ici encore, on adopte une approche intégrée, qui vise à promouvoir un développement rationnel du tourisme en tant qu'industrie, tout en réduisant, autant que faire se peut, les effets négatifs, dans le but de sauvegarder les écosystèmes côtiers méditerranéens.

On observe, dans les volets pertinents du Plan d'action pour la Méditerranée, une orientation graduelle vers des activités tendant à assurer la gestion intégrée des zones côtières. Dans ce contexte, il faut rappeler aussi la déclaration officielle que les gouvernements des pays méditerranéens ont faite à Gênes, en septembre 1985, lors du 10^e anniversaire du Plan d'action pour la Méditerranée. Cette déclaration énonce, dans leurs grandes lignes, dix objectifs dont la réalisation devrait être poursuivie pendant la seconde décennie du Plan d'action. Au nombre de ces objectifs figurent, outre diverses mesures tendant à réduire autant que possible la pollution de la mer à la source, certaines mesures de protection en faveur des espèces marines; l'utilisation des études d'impact environnemental en tant qu'instruments dans les activités de développement; l'identification et la protection d'au moins 50 nouveaux sites ou réserves — marins ou côtiers — d'intérêt méditerranéen; enfin, l'intensification de la lutte contre les incendies de forêt, la dégradation des sols et la désertification.

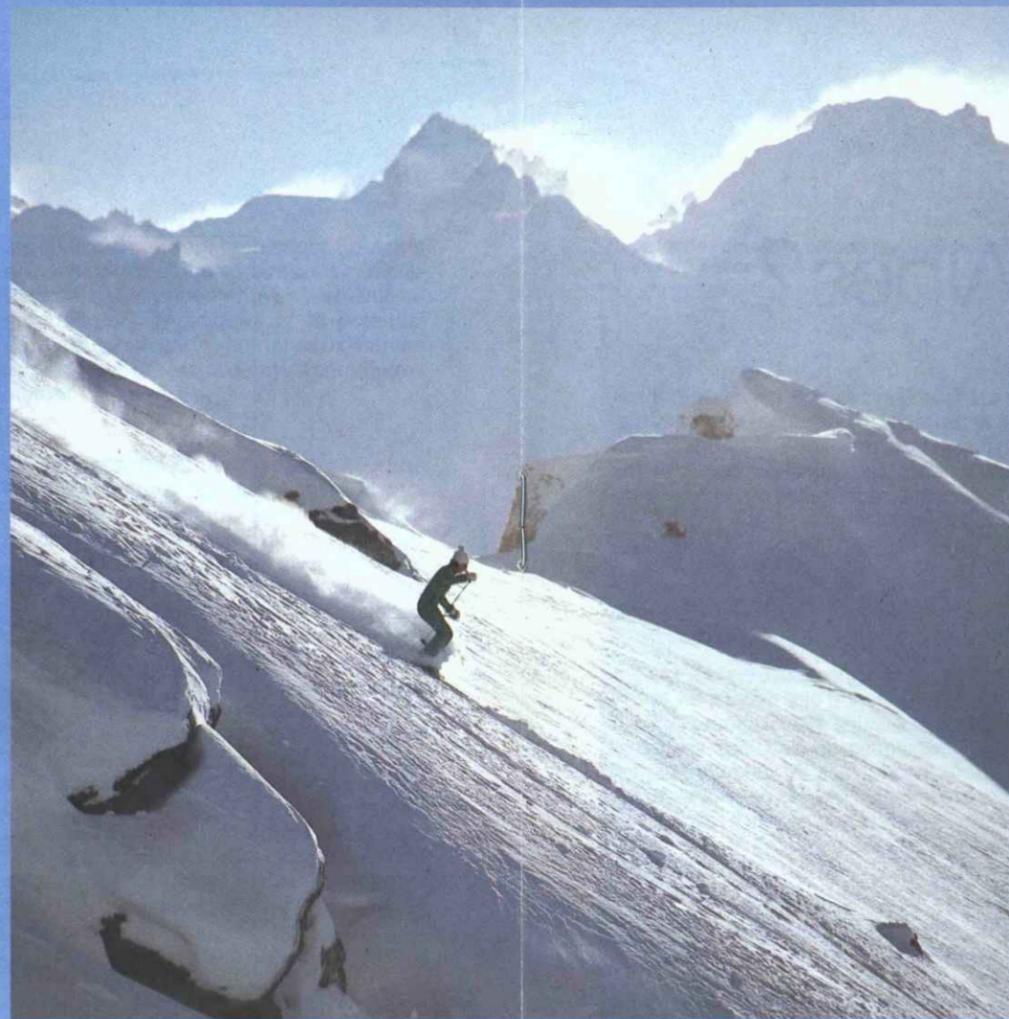
Par conséquent, s'il est vrai que le Plan d'action pour la Méditerranée ne peut orienter ses activités spécifiquement sur les conséquences du tourisme pour la faune et la flore naturelles méditerranéennes, on peut dire néanmoins qu'il se préoccupe de cet aspect en lui réservant une place, dans le contexte approprié, au sein de ses programmes généraux, lesquels sont conçus non seulement de manière à accroître l'innocuité de l'environnement méditerranéen, pour les populations locales comme pour les touristes, mais aussi de manière à réduire autant que possible les effets délétères imputables à l'un ou l'autre de ces deux groupes. ■

D^r Louis J. Saliba
Senior Scientist
Bureau de Projet OMS/EURO
Plan d'action pour la Méditerranée
Vassileos Konstantinou 48
GR 116 35 Athènes

Nos loisirs ne doivent pas détruire leur monde.



1



3



4



2



6



5

Quel avenir pour les Alpes?

Mario F. Broggi

Die Alpen - Ein Alptraum (Les Alpes, un cauchemar!), «L'apocalypse alpine», «Les Alpes en voie de Disneylandisation», ou encore, avec une sobriété toute scientifique: «Le seuil de saturation dans l'espace alpin est, par endroits, atteint, voire dépassé». Qui ne connaît ces formules, qui expriment, chacune à leur manière, l'idée que l'espace alpin, partie intégrante de notre patrimoine naturel européen, n'est pas dans une situation brillante?

Les Alpes ont subi, en un court laps de temps, une reconversion fonctionnelle qui a fait d'elles une sorte d'espace vert complémentaire pour les agglomérations; en même temps, leur élément fondamental, l'agriculture de montagne, est tombée dans un état lamentable. Rappelons brièvement que l'arc alpin — 1.200 km de long et à peine 200 de large — est, à lui seul, particulièrement sollicité chaque année, sous une forme ou sous une autre, par 60 millions de visiteurs, qui viennent y chercher la détente, et notamment pratiquer le ski, l'espace d'une journée ou d'un week-end; à quoi il faut ajouter 40 autres millions de touristes, qui y passent leurs vacances; et l'on y a installé, à ce jour, quelque 12.000 remontées mécaniques.

La révolution des communications et ses conséquences

Quiconque connaît un peu les Alpes sait que le tourisme moderne ne se développe pas «en tache d'huile» et uniformément, mais qu'il se propage en «rubans» et ne s'écarte guère des grands axes. Alors que le chemin de fer a été l'instrument de l'essor touristique initial, il a cédé la place, aujourd'hui, aux grandes liaisons routières modernes, grâce auxquelles l'espace alpin est presque devenu un

faubourg des agglomérations, tellement les distances rétrécissent. A chaque fois qu'on ouvre un nouveau tronçon routier, de nombreuses zones qui étaient jusqu'alors reculées deviennent autant de points de départ de mouvements pendulaires qui affectent surtout la circulation de fin de semaine. C'est ainsi que maintes vallées alpines de transit — dans lesquelles s'engouffrent non seulement les diverses catégories de routes, mais aussi la voie ferrée, les lignes à haute tension et les cours d'eau canalisés, et qui sont fréquemment le siège d'un peuplement peu contrôlé — perdent leur qualité de vie.

Le sort de nos paysages dépend notablement, entre autres, de la mobilité et de la question de savoir jusqu'où nos prétentions en matière de vitesse continueront de croître.

Une bonne partie de cette mobilité est liée aux loisirs, notamment dans le cadre du tourisme. Dans tout changement, il y a des gagnants et des perdants, que ce soit dans le domaine social, économique, politique ou écologique. Les perdants, on les trouve aujourd'hui presque sans exception, dans la zone des montagnes.

Evolution préoccupante des Alpes en tant qu'écosystème sensible

Indiquons brièvement quelques évolutions importantes, mais indésirables ou soulevant des problèmes dans les régions alpines:

— Le changement caractérisé qui s'est produit dans la zone de montagne, à savoir qu'un développement jadis essentiellement agricole a cédé la place à un développement touristique, lequel vient accentuer, à la manière d'une monoculture, les nombreux conflits d'utilisation — que chacun connaît — et la dépendance à l'égard de cet important secteur économique; d'autre part, cette tendance conduit, dans les zones périphériques non exploitées touristiquement, à un exode de population, et par conséquent à la mise en friche du *Kulturlandschaft*, c'est-à-dire du paysage traditionnellement multiforme façonné par l'homme.

— La nature et la densité de l'expansion touristique, qui vient buter, surtout en ce qui concerne le tourisme hivernal (les mots clés, ici, sont ceux de «résidences secondaires», «pistes de ski», «nivelllements de terrain»), contre des limites de charges écologiques, et qui est par conséquent susceptible de nuire à l'équilibre naturel.

— La réduction des possibilités d'organisation et de décision politiques; la transformation rapide de la montagne détruit les valeurs traditionnelles, sans qu'on dispose du temps et de l'énergie nécessaires pour élaborer de nouvelles valeurs autonomes.

Existe-t-il des signes encourageants pour l'avenir alpin à long terme?

La zone de montagne a-t-elle encore, malgré l'évolution qui vient d'être décrite, un avenir économique, culturel et écologique? Voici, à ce sujet, quelques observations schématiques, très incomplètes. Je voudrais indiquer, à titre préliminaire, que les développements négatifs, eux aussi, contribuent à redonner un avenir à la région alpine.

L'agriculture de montagne, écosystème sensible

Voici 1.000 ans que l'agriculteur de montagne imprime sa marque sur ces paysages, que ce soit par des défrichements au niveau de la limite de la forêt alpine et aux abords plus civilisés des vallées, ou par le drainage des sols des vallées relativement importantes, où l'homme a parfois dû attendre le XX^e siècle pour pouvoir maîtriser les eaux. Bien que l'équilibre écologique ait été rendu plus instable, et par conséquent plus vulnérable, par ces défrichements et ce travail de colonisation, l'agriculteur de montagne a réussi, par sa constante utilisation de terres, à donner une certaine stabilité aux terres cultivables qui prenaient ainsi naissance. Il a créé de la sorte, du point de vue biologique — cela aussi doit être dit expressément — un grand nombre d'espaces limites nouveaux, caractérisés par une diversité de valeurs naturelles. Avec ces multiples interventions, l'homme a, en même temps, entrepris de se substituer à la dynamique naturelle pour garantir et sauvegarder lui-même cet équilibre créé artificiellement. Si cette action de l'homme fait défaut, on verra s'accroître à nouveau l'instabilité du milieu naturel alpin.

Ces paysages façonnés par l'homme, et qui couvrent environ les deux tiers de la région alpine, risquent de se transformer sous l'effet de processus naturels que nous considérons parfois, dans notre optique humaine, comme des catastrophes. L'homme perdrait ainsi un certain nombre d'espaces viables qu'il s'est laborieusement procurés au cours des siècles.

Ainsi, cet «espace naturel alpin» — pour reprendre une expression que nous utilisons fréquemment — dont nous ressentons toute la diversité et la multiformité est fortement marqué par l'homme; et par conséquent, il

Rupture de l'équilibre naturel par les aménagements de pistes de ski.

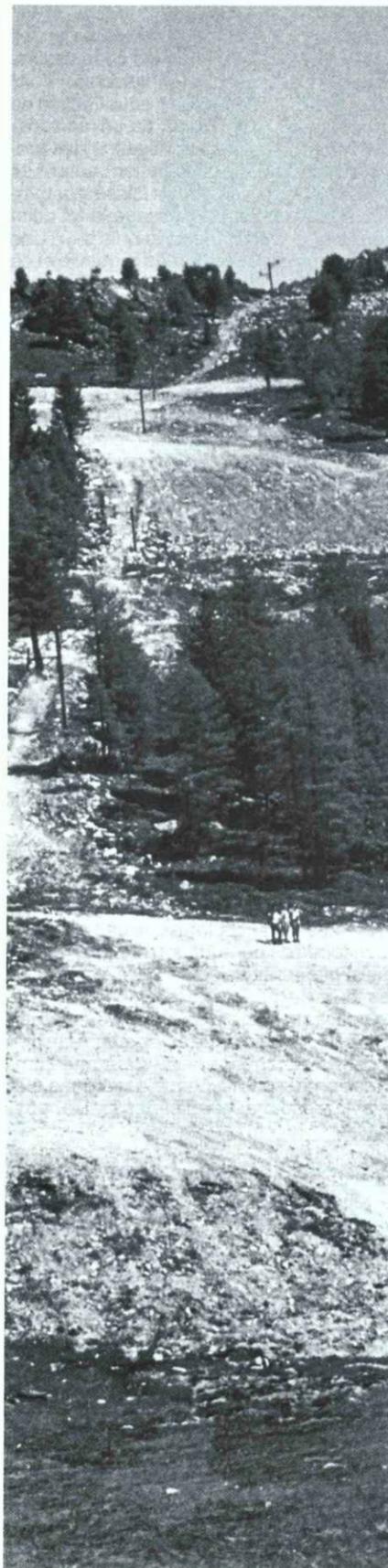


Photo M. F. Broggi

n'est guère naturel, au sens strict du terme; et pourtant, au total, il est resté en quelque sorte proche de la nature.

On sous-estime les ressources agricoles des régions de montagne!

Il se pourrait, comme on l'entend dire, que nous ayons à nouveau un besoin urgent de l'espace alpin en tant que ressource agricole. La forme moderne, quasi industrielle, de l'agriculture risque de plus en plus d'aboutir à une impasse, compte tenu du danger qui pèse, à long terme, sur la fécondité du sol, ainsi que de l'importante consommation de ce type d'agriculture en énergie. «Le sol, lui aussi, va-t-il mourir?»: telle est la question angoissante qui se pose, en sus de celle concernant la mort des forêts; et cette question est liée non seulement à la suracidité causée par la pollution de l'air, mais aussi aux graves conséquences écologiques qu'on peut attendre de l'exploitation intensive du sol pratiquée actuellement. Ainsi, ce qui constituait jusqu'à présent un inconvénient de l'agriculture de montagne, à savoir ses formes d'exploitation traditionnelles, et plutôt extensives, apparaîtra à long terme comme un avantage. L'usure considérable des terres cultivables pourrait aussi, précisément, nous faire souvenir des ressources qui existent dans la région alpine.

On peut, aussi, parfaitement concevoir une division du travail dans le domaine de l'agriculture, consistant à privilégier l'élevage et les productions spécialisées, telles que les herbes médicinales, etc. dans les zones de montagne, et à réserver l'agriculture proprement dite aux zones d'altitude moyenne. Cette solution, qu'on essaie de promouvoir en Suisse par exemple, contribue aussi à enlever une partie de son acuité à la question de l'agriculture de montagne.

Endiguement du tourisme de masse et nouvelles possibilités pour les régions périphériques dans le contexte du changement actuel des valeurs

La deuxième chance pour l'espace alpin repose aussi sur des tendances qui, à ce jour, étaient plutôt négatives, à savoir la commercialisation du monde montagnard sous l'effet du tourisme de masse. Le gon-

flement des investissements a engendré ici, parfois, une surcapacité. En Suisse, le tiers de tous les chemins de fer de montagne — pour ne citer que cet exemple — est déficitaire. Y a-t-il ici une chance pour les nombreuses régions périphériques, sans qu'on assiste ultérieurement à cette évolution «dure» que nous avons connue à ce jour? Y a-t-il une possibilité de tourisme «doux», qui soit supportable du point de vue écologique et du point de vue social, et qui ne se «durcisse» pas automatiquement en cas de succès? Ce qu'on recherche, c'est un nouveau type de vacanciers, façonnés par l'éducation et l'information et imprégnés d'autres valeurs. Ainsi, le touriste «doux», si l'on ne le considère pas comme une exception à la règle, ne serait pas quelqu'un qui «quitte le train», mais quelqu'un qui «change de train»; quelqu'un qu'on peut sensibiliser aux diverses possibilités de repos et de détente, qu'elles aient une dimension éducative, régionale ou écologique. Il existe déjà de modestes ébauches de modèles qui nourrissent la petite plante de l'espoir — l'espoir de voir réaliser une telle politique de «niches». En face également, du côté de l'autochtone, germe l'espoir d'être en mesure de ne plus se laisser exploiter. On voit naître, ici et là, des associations de citoyens, y compris en zone de montagne, qui s'opposent à la réalisation de tel ou tel projet énorme non souhaité; des associations qui combattent la spéculation foncière et recherchent des alternatives.

A long terme, le changement des valeurs est important dans les régions de montagne, non seulement pour un tourisme «doux», mais aussi pour une plus grande «qualité de la vie». Il faut donc que nous reprenions conscience de nos propres racines et que nous soyons, surtout, sensibilisés au dépérissement du monde rural.

Sauvegarder les paysages, le *Kulturlandschaft*, cela veut dire les façonner; c'est la tâche qui incombe à l'agriculteur de montagne. Nous devons nous rendre compte que nous avons toujours, à notre insu, compris notre paysage. Nous nous y sommes toujours intégrés; car, jusqu'à présent, il était toujours compréhensible, «lisible».



Photo M. F. Broggi

L'image du terroir - une empreinte et un «psychotope»

Nous avons longtemps considéré que les paysages, tels que nous les connaissons actuellement, sont impérissables. Voici qu'aujourd'hui ils risquent, sous l'action de l'homme, de n'être plus qu'un épisode. Désenclavements, maximisation des profits, pesticides, automatisation : autant de locutions magiques qui ont laissé leur marque également sur le paysage, à tel point que celui-ci n'est parfois plus «lisible». Une génération qui a souffert de la guerre et de la crise nous a apporté la prospérité et nous a procuré le bien-être. Il fallait que les enfants vivent mieux. Il est grand temps d'inviter la génération des «fondateurs», dont le rôle est encore parfois décisif, à assumer la responsabilité d'un «tout» qu'il est difficile d'appréhender, d'un ensemble considérablement ramifié. L'élévation du niveau de vie, nous l'avons parfois activée au point de ruiner les paysages... et la vie elle-même. Mais un paysage est davantage qu'un habitat, qu'un «biotope» pour l'homme, les animaux et les plantes; un paysage est pour nous, également, selon le géographe zurichois Emile Egli, un «psychotope».

L'espace alpin abondamment et distinctement compartimenté en vallées est la représentation du terroir ancrée au cœur de l'autochtone; on ne doit pas en faire un paysage banalisé par la civilisation; on ne doit pas l'abandonner dans un grand vide. Il reste beaucoup à faire sur ce point; je songe à des subventions pour des services agricoles et sylvicoles d'intérêt public dans l'espace montagnard; je songe à une répartition plus équitable dans l'utilisation de cette matière première qu'est l'eau, un système prenant la forme, le cas échéant, d'un fonds de péréquation intrarégional et qui s'inspirerait de ce qui se pratique pour les prix du pétrole, également pour les régions alpines, et qui permettrait des retombées plus importantes au niveau des recettes publiques; je songe à une compression des subventions accordées aux activités dommageables pour les paysages.

Ce sont des structures intactes, et non des structures démantelées, qui inspireront notre civilisation pour les tâches ardues qui l'attendent. ■

D^r Mario F. Broggi
Président de la CIPRA
Heiligkreuz 52
Postfach 254
FL-9490 Vaduz

Espace naturel façonné par et pour l'homme.

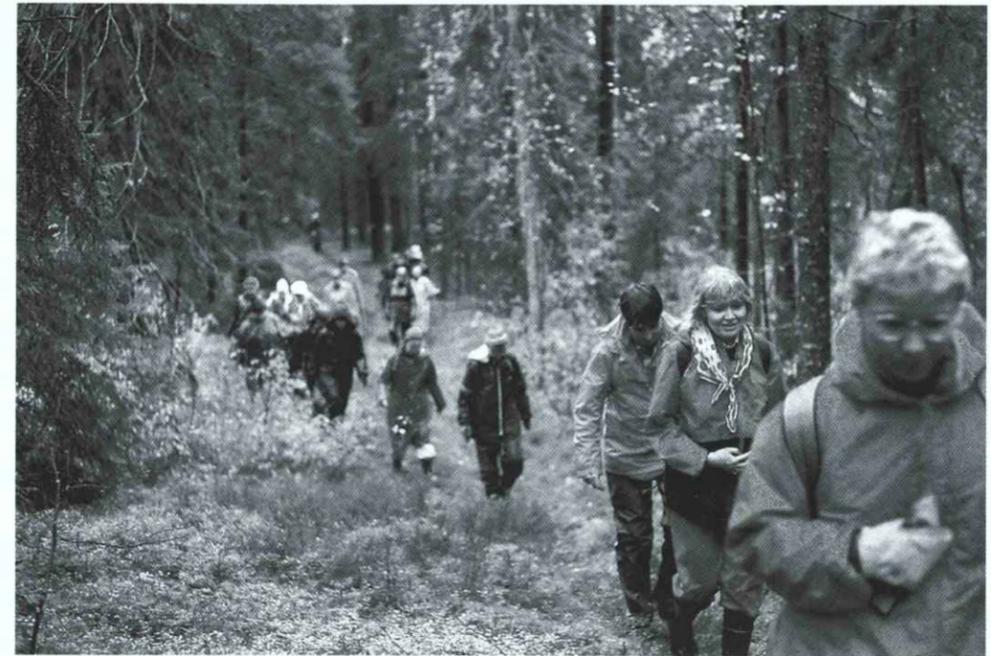


Photo P. Tuunanen

Tourisme dans le Nord

Pekka Tuunanen

Le climat et la nature, dans les pays scandinaves, sont marqués par le rythme des saisons. Le tourisme bat son plein en été, période la plus favorable aux activités aquatiques.

La culture et le système social perfectionné de ces pays suscitent l'intérêt de beaucoup de gens. La Laponie en particulier, située dans le Grand Nord, où l'on continue de vivre près de la nature, a tout l'attrait de l'exotisme. Les réussites incontestées obtenues dans les arts, l'architecture et les sciences sont des pôles d'attraction tant pour le tourisme de loisirs que pour le tourisme d'affaires.

Durant la haute saison, les pays nordiques mettent à disposition 1,6 million de lits. Les terrains de camping représentent la moitié de leur capacité d'hébergement, les centres de vacances et chalets 24 %, l'hôtellerie traditionnelle 22 % et les auberges de jeunesse 4 %. Les hôtels assurent près de 20 millions de nuitées par an.

Les effets du tourisme de plein air sur l'environnement se font surtout sentir à proximité des infrastructures de transport, le long du littoral, aux abords des lacs et des cours d'eau et dans l'Arctique. Ils sont moins marqués dans les agglomérations urbaines et dans les régions agricoles et forestières. Cependant, le tourisme n'a qu'une faible part en comparaison de l'industrie et de l'urbanisation, dans la dégradation du milieu en Scandinavie.

L'impact du tourisme sur l'environnement en Laponie

Dans le climat froid de la Laponie, les mécanismes biologiques de production et de décomposition sont ralentis, et cessent même totalement aux températures les plus basses. La capacité de la nature de supporter les assauts du tourisme s'en trouve fortement diminuée. Les dommages infligés au milieu ne s'effacent que lentement et la décomposition des déchets — la méthode de nettoyage adoptée par l'homme — prend du temps. Les écosystèmes sont de structure simple, et de nombreuses espèces végétales et animales vivent aux confins de leur aire de distribution, ce qui les rend extrêmement vulnérables.

Ce sont les industries anciennes directement tributaires de la nature qui pâtissent le plus du tourisme de plein air. L'élevage des rennes en est le meilleur exemple. Les industries plus développées comme l'agriculture et la sylviculture, qui dépendent aussi de l'espace naturel, souffrent beaucoup moins. L'accumulation des déchets, en particulier le long de routes, est l'une des conséquences les plus désastreuses du tourisme. Le phénomène a pris des proportions inquiétantes, même dans les endroits sauvages — sur les milieux de pêche les plus fréquentés, autour des centres de randonnée et des chalets et le long des sentiers qui relient ces derniers. Par contre, les atteintes à la flore et à la faune et la pollution des cours d'eau restent en général limitées.

Selon une étude réalisée en Finlande, plus de la moitié des Lapons estiment que le tourisme met en danger l'élevage des rennes,

notamment parce qu'il cause des dommages aux pâturages, dérange les rennes et contrarie les pratiques pastorales sans compter que les véhicules et les motoneiges à moteur entraînent accidents et pollution. La multiplication des stations de ski, d'autre part, a pour inconvénient majeur de défigurer les sites. L'été surtout, les pentes dénudées et les remontées mécaniques sont visibles à des lieues à la ronde, détruisant l'harmonie du paysage. C'est pourquoi la Finlande s'efforce de freiner la construction de nouvelles stations en encourageant une utilisation plus efficace des infrastructures existantes.

Le littoral et les zones côtières

Les côtes, les archipels et les plans d'eau des pays nordiques offrent des possibilités exceptionnelles d'activités nautiques et aquatiques. La Norvège, la Suède et la Finlande possèdent respectivement 20.000, 13.000 et 4.600 km de littoral. La Finlande est riche de 180.000 lacs et de quelque 30.000 îles de plus d'un hectare. Au Danemark, on compte de 40.000 à 50.000 bateaux à voile et à moteur, en Finlande 266.000 et en Suède 210.000. Non seulement le parc des bateaux de plaisance augmente continuellement, mais encore leur taille, ce qui permet des croisières de plus en plus longues. La saison nautique étant assez courte en Scandinavie (environ 3 mois seulement), les ports et leurs services sont souvent saturés. L'augmentation du nombre des bateaux avec couchettes et la tendance à l'allongement des escales créent des difficultés croissantes. L'évacuation des déchets, en particulier des

eaux usées des W.C., chimiques ou ordinaires, reste un problème majeur, notamment dans les ports. Les animaux domestiques que l'on emmène en vacances peuvent causer de graves dommages à la faune indigène des îles. La vogue grandissante du nautisme accroît en outre le risque d'accidents, en particulier sur les trajets les plus fréquentés. Enfin, les puissants ferries, aux rotations fréquentes, détériorent les quais par les remous qu'ils provoquent, gênent le frai et polluent les ressources halieutiques. Les vagues qu'ils soulèvent tendent à la longue à éroder le littoral le long de leur parcours. Les dégâts causés par eux sont surtout visibles dans les archipels de Turku, d'Aland et de Stockholm. On s'efforce de les atténuer en renforçant les limitations de vitesse. La nouvelle réglementation en matière de gestion des déchets, les accords et les recommandations relatives à la protection de l'environnement de la navigation en mer Baltique ont permis de réduire les dégâts occasionnés par les bâtiments de transport de passagers plus efficacement que les autres formes d'atteintes à l'environnement.

Le camping

Le camping est très prisé dans les pays scandinaves. Le camping-caravaning représente un nombre de nuitées égal à celui de l'ensemble des hôtels, centres de vacances et auberges de jeunesse. Il existe 780 terrains en Suède, qui enregistrent plus de 13 millions de nuitées par an, l'essentiel étant représenté par les caravanes, au nombre de 180.000 environ.

Au Danemark, le nombre des terrains paraît stabilisé aux alentours de 500; les nuitées y excèdent 12 millions par an. Le Danemark est considéré à bien des égards comme le pays d'Europe où il est le plus agréable de camper.

La Norvège est dotée d'environ 1.350 terrains, qui enregistrent annuellement quelque 7 millions de nuitées. On y trouve aussi plus de 10.000 chalets à louer: il s'agit là de l'un des principaux modes d'hébergement.

La Finlande compte seulement 360 terrains, mais environ 5.000 chalets. C'est en Laponie que le taux de fréquentation des campings est le plus élevé. Mais 80 % de la clientèle s'y presse entre le milieu de l'été et le premier week-end d'août, ce qui les met à très rude épreuve et en réduit la rentabilité.

Les effets néfastes du camping sur l'environnement sont en gros de deux types: ceux liés à l'exercice de la liberté de camper et ceux liés aux terrains. Une étude finlandaise consacrée à l'impact des terrains de camping sur le milieu naturel a montré que des nuisances telles que le bruit, les détritus et la dégradation du sol pouvaient être assez aisément évitées.

D'autre part, on peut, par l'éducation, réduire efficacement les détériorations du milieu dues au camping sauvage. Il faut en particulier mieux informer les touristes étrangers. De plus, un effort d'harmonisation en matière de liberté de camper s'impose entre les pays scandinaves.

L'impact du tourisme sur les populations locales

Dans une enquête menée auprès des populations de trois régions de Scandinavie, l'amélioration de l'emploi et l'augmentation des possibilités de gain venaient en tête des retombées les plus importantes de l'essor du tourisme. Cette enquête a cependant révélé aussi l'existence d'une certaine opposition au tourisme, voire d'un assez vif sentiment de rejet là où il était le plus développé. Le type d'hébergement influe de façon décisive sur l'attitude des populations locales: celles-ci acceptent mieux les unités de petite taille (chalets ou chambres à louer, terrains de camping et centres de vacances).

Pekka Tuunanen
Aménagiste
Ministère de l'Environnement
BP 399
SF-00121 Helsinki



Photo P. Tuunanen

Bien gérer est une nécessité

Niels F. Halbertsma

En plus de vingt-cinq années d'existence, le WWF (Fonds mondial pour la nature) a favorisé dans le monde entier la création du plus grand nombre possible de parcs nationaux et de réserves nationales. Il a contribué en outre au renforcement des parcs et réserves existants en prodiguant des conseils de gestion, en communiquant des plans de gestion, ainsi que des résultats d'études et de recherches, en donnant des consultations juridiques, en procurant des véhicules et en répondant à d'autres besoins matériels. Cette politique a été couronnée d'un réel succès, et au fil des années, le WWF a participé d'une manière ou d'une autre à la création ou aux activités de plus de 300 parcs et réserves nationales. La surface mondiale des zones protégées s'est accrue, ainsi que le nombre de zones naturelles. Toutes ces activités ont contribué à préserver la diversité biologique de nombreuses espèces végétales et animales. Plus que jamais, les hommes de science soulignent à l'heure actuelle que la dégradation des zones naturelles dans le monde entier aura de graves conséquences pour l'avenir de la vie sur terre, y compris la vie humaine. Que l'on songe seulement aux

plantes médicinales qu'il est encore possible de trouver dans la nature sauvage pour combattre tout un éventail de maladies. Et que dire des graines de plantes qui poussent dans des régions sauvages et dont on a besoin pour procéder à des croisements et accroître ainsi la production commerciale de grains de riz? Ce sont là quelques exemples seulement des richesses que la nature peut offrir à l'homme. La sauvegarde des zones naturelles représente donc bien une garantie pour l'avenir, c'est-à-dire pour tous ceux qui nous succéderont sur la planète!

Malheureusement, si le WWF a bel et bien réussi à persuader les gouvernements de s'intéresser aux ressources naturelles, ces derniers n'ont pas toujours pris les mesures qu'il fallait pour protéger des secteurs qui, de ce fait, n'ont de parcs et de réserves que le nom. Des ressources précieuses comme les bois durs tropicaux et des espèces rares d'animaux ou de plantes suscitent la convoitise de ceux qui sont à la recherche de gains rapides, ce qui a souvent entraîné la destruction de zones naturelles uniques, pourtant réservées à un tout autre usage.

Le profit à court terme l'emporte encore sur les avantages à long terme!

Bien souvent, des gouvernements nationaux ne se sont pas laissés convaincre qu'il valait la peine d'investir dans les zones naturelles et que cet investissement s'avérerait un jour profitable pour peu qu'il soit relayé par une bonne gestion.

Le tourisme axé sur la nature

Le tourisme axé sur la nature ou tourisme naturel s'avère souvent être une précieuse source de revenus et de devises étrangères. Tel est le cas dans les grands parcs nationaux d'Afrique orientale, les îles Galapagos et leur environnement unique ou encore les parcs nationaux des Etats-Unis et d'Europe. Ce qu'il faut à ces parcs, c'est une bonne gestion assurée par des gens compétents et reposant sur des programmes d'information et d'éducation très au point. Ces conditions étant réunies, les zones naturelles ne manqueront pas d'attirer des touristes prêts à payer le prix des avantages offerts par la nature. Il est essentiel que les revenus procurés par le tourisme naturel soient réinvestis dans l'entretien des réserves et parcs nationaux pour que l'exploitation de ces derniers s'intègre dans l'économie nationale. Quant aux personnes qui

Panda.



Photo WWF/N.F. Halbertsma

vivent dans ces zones ou aux alentours, il est bon de les intéresser si possible à l'opération.

Seule une participation des autochtones assurera le succès à long terme des parcs et réserves naturelles. A cet égard, il est absolument essentiel d'obtenir le soutien actif de la population et de veiller à ce qu'elle ait sa part des recettes financières pour que les avantages économiques de l'opération fassent apparaître clairement ses avantages écologiques. On ne saurait en effet attendre d'une population pauvre qu'elle se sente tenue de participer chaque jour à la protection d'une zone naturelle où elle subsiste à grand-peine.

L'enjeu est considérable, car la perte des forêts, l'érosion des sols et la désertification menacent les moyens d'existence de millions d'êtres humains. La tragédie éthiopienne, que l'on baptise un peu vite catastrophe naturelle, a en fait été provoquée par l'homme. Le plus grand danger qui menace l'être humain est que la mauvaise gestion des ressources terrestres se poursuive à son rythme actuel. En Ethiopie, des parcs nationaux comme ceux d'Awash (créé en 1966) et d'Abijata-Shalla (créé en 1970) sont actuellement surexploités par les habitants et leurs animaux domestiques et gravement menacés en outre par le développement de l'industrie et des opérations d'irrigation. La dégradation de ces biotopes va rendre plus de 1.000 km² de terres incultes sur un continent où 6,9 millions de km², soit 167 fois la superficie de la Suisse, sont d'ores et déjà menacés de désertification. Les intrusions de toutes sortes dans les parcs et réserves reconnus ont déjà nécessité la pause de clôtures afin de tenir à l'écart les contrevenants, y compris les braconniers. Mais peut-on voir là une solution à long terme ?

En n'assurant pas une participation suffisante des populations qui vivent aux alentours et même — par tradition — à l'intérieur de ces zones naturelles, en ne payant pas assez les gardes, en les logeant mal et en ne leur donnant pas l'équipement nécessaire à l'accomplissement de leur tâche, on a laissé se raréfier à une vitesse incroyable beaucoup des animaux impressionnants que les touristes viennent voir. Sur les 35.000 éléphants que l'on dénombrait en 1960 dans le parc national de Tsavo, 30.000 ont disparu aujourd'hui. Quant aux rhinocéros noirs, qui étaient un million il y a vingt ans, ils ne sont plus aujourd'hui que 3.700.

S'il fait l'objet d'un contrôle adéquat et s'il est encadré par des guides compétents, le tourisme naturel peut contribuer dans une large mesure à la protection des habitats naturels dont la vie humaine dépend dans chaque pays du monde. L'encouragement du tourisme naturel producteur de recettes financières peut déboucher à de nombreux égards sur la création d'emplois, à la condition expresse que les gouvernements

Rhinocéros noir.

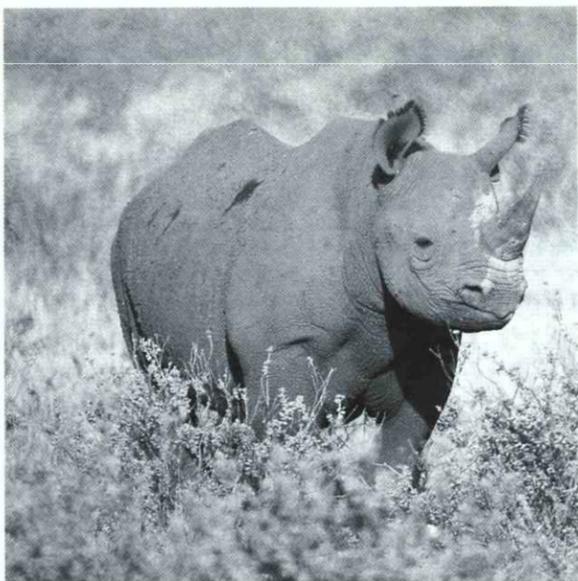


Photo WWF/N. F. Halbertsma

soutiennent et reconnaissent comme étant d'intérêt public la protection du patrimoine naturel de notre planète. Le tourisme naturel ne doit pas être exclusivement le fait de visiteurs étrangers, mais comme dans de nombreux pays du tiers monde, on n'a pas assez éveillé les consciences aux innombrables richesses de la nature, les habitants de ces pays, qui possèdent pourtant des paysages spectaculaires, ignorent pour ainsi dire le tourisme naturel. La promotion de ce type de tourisme sur le plan national comme sur le plan international aura pour effet non seulement de sauvegarder les ressources naturelles mondiales, mais aussi de mettre chacun de nous au courant des besoins des autres, favorisant ainsi la compréhension mutuelle et nous amenant — espérons-le — à prendre conscience qu'étant ressortissants de nations riches, nous devons apporter aux pays pauvres l'aide dont ils ont besoin à ce stade de leur développement. L'aide internationale au développement devrait d'ailleurs être axée bien davantage sur la sauvegarde de la nature et sur le tourisme. Pour ne prendre qu'un exemple, pourquoi promouvoir l'extension massive de la culture de bétail, détruisant ainsi les habitats naturels avec toutes les conséquences que cela comporte pour l'avenir ? Aucun touriste ne viendra regarder des vaches !

Bien gérer est une nécessité absolue

Le WWF est tout à fait conscient qu'il y a des limites au tourisme naturel que certaines régions peuvent supporter. Bien gérer est donc une nécessité absolue. Des études réalisées aux Galapagos, par exemples, indiquent que ces îles ne peuvent recevoir que 15.000 touristes par an au grand maximum si l'on veut y maintenir un équilibre harmonieux entre le tourisme naturel et la sauvegarde de la nature. Les projets tendant à doubler ce nombre sont extrêmement sujets à caution. Que l'on songe, en effet, au parc de Yosemite, aux Etats-Unis, qui est soumis à un tourisme de masse et qui a enregistré une baisse considérable du nombre de ses mammifères.

Par ailleurs, quelles seraient les conséquences d'une intensification du tourisme

dans un secteur comme le Ujung Kiulon, en Indonésie, où vivent les 50 derniers rhinocéros de Java ? Ces animaux farouches et reclus survivraient-ils si l'on ouvrait leur territoire à tout le monde ? La construction de routes dans des zones naturelles a des conséquences pour la survie des espèces, dont elle risque de séparer les membres. Tel est le cas du rarissime panda chinois. Ces animaux vivent dans des régions devenues si fragmentées qu'il leur est de plus en plus difficile de s'accoupler et qu'ils sont ainsi menacés d'extinction. Il importe donc d'étendre leurs habitats naturels tout en réduisant les perturbations humaines qu'ils ont à subir.

La sauvegarde de la vie sur terre est l'affaire de tous. Créer des zones naturelles et les gérer correctement est une responsabilité que tous les gouvernements de la planète doivent partager. Si l'argument éthique — à savoir la nécessité de préserver la richesse et la beauté de la nature — n'est pas assez convaincant, nous devons mettre l'accent bien davantage sur le tourisme naturel considéré comme moyen de lutter contre la dégradation de notre patrimoine naturel commun.

On a émis récemment aux Pays-Bas l'idée de créer une Banque mondiale du tourisme ayant pour tâche spécifique d'aider financièrement les gouvernements du tiers monde dans leurs efforts tendant à assurer une bonne gestion de leurs parcs et ressources naturelles, ainsi qu'à y promouvoir le tourisme. Les crédits devraient venir de l'aide internationale, mais aussi de tous ceux dont l'activité est liée au tourisme, comme par exemple les organisateurs de voyages, les compagnies aériennes et les chaînes hôtelières. Cette idée mérite certainement d'être creusée.

Le temps passe vite, et nous devons bien voir que ce que nous détruisons de notre habitat naturel ne pourra jamais être réparé, car l'extinction est un processus irréversible par définition. ■

Niels F. Halbertsma
Directeur WWF-Pays-Bas
Postbus 7
NL-3700 AA Zeist



Photo G. Laouennec

Le tourisme différent

Anthony S. Travis

Ceux qui sont chargés actuellement de la politique en matière de tourisme sont confrontés à un monde, qui se caractérise par des disparités croissantes entre pays industrialisés et pays en développement (fossé Nord-Sud) en matière de perspectives de survie, de qualité de l'environnement, de logement, d'alimentation et de climat, ainsi que d'exploitation des ressources. Il est paradoxal qu'à une époque, où l'on assiste à une expansion et un essor considérable du tourisme mondial, qui fait appel à des médias comme la télévision pour sa commercialisation, on nous montre en même temps des images de sécheresse et de famine en Ethiopie, au Soudan et au Sahel. Il apparaît, par conséquent, opportun et nécessaire de faire le point sur l'évolution des politiques en matière de tourisme, compte tenu de la prise de conscience écologique qui a commencé à se manifester ces derniers temps, de l'importance accrue attachée à la conservation et des aspirations nouvelles dans le domaine socio-culturel de la population des pays développés et en développement.

Déjà pendant les années 50, lors d'un symposium international à Chicago, deux théories ont été exposées, polarisées sur l'attitude conservatrice opposée à l'attitude progressiste à l'égard du changement. Le conflit entre les doctrines des conservateurs et des écologistes, et ceux qui sont chargés de promouvoir et de développer le tourisme est-il inévitable ? L'hypothèse avancée ici est l'hypothèse optimiste. L'on affirme en effet qu'une réflexion et une prise de conscience à la fois écologiques et conservatrices ont abouti à une modification des politiques en matière de tourisme, qui correspond aussi à une évolution des exigences socio-culturelles des communautés d'accueil, et des touristes.

Le premier stade du mouvement écologiste (années 50 à 1975)

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe a connu une période de reconstruction, puis d'optimisme et de croissance économique, avant que ne s'annonce la récession économique, la crise énergétique et les crises de confiance dans notre avenir économique et environnemental. La philosophie post-keynésienne de la gestion d'une demande soutenue n'est pas devenue la nouvelle norme à quelques exceptions près, les économistes et les futurologues des années 50 et 60 avaient tendance à être optimistes,

croisant à la croissance, à l'extrapolation des tendances et à un déterminisme technologique évident.

Ce n'est qu'à la fin des années 60 que l'on a commencé à émettre d'autres hypothèses et à effectuer d'autres projections. Les prévisions officielles optimistes en matière de croissance démographique allaient de pair avec des taux élevés d'exploitation des ressources et d'utilisation de l'énergie — nécessaires pour accomplir dans le domaine de la consommation la révolution découlant de la conviction que la croissance et le progrès étaient assurés. Le développement du tourisme à partir des années 60 n'était qu'un autre aspect de la révolution de la consommation. Au début des années 70, on a cependant assisté à un revirement : on a de plus en plus considéré que le changement devait davantage prendre en compte les facteurs écologiques.

L'alternative était la suivante : ou s'adapter ou périr. On pouvait s'attendre à ce que ce changement de mentalité ait des incidences considérables sur le phénomène croissant du tourisme mondial.

On peut relever une première série de changements notables pendant la période de 1972 à 1974, qui a été marquée par la crise énergétique mondiale, qui a provoqué à la fois une mise en question et une déstabilisation des convictions traditionnelles.

A ce stade, le changement avait déjà fait ressortir deux facteurs essentiels pour les responsables du développement et de la gestion du tourisme :

1. la nécessité de prendre en compte des paramètres écologiques pour le développement du tourisme, pour que l'aménagement respecte le fonctionnement des systèmes naturels ;
2. la nécessité de maîtriser l'ampleur et les caractéristiques du tourisme international afin que celui-ci n'anéantisse pas ou ne porte pas sérieusement atteinte à l'écologie, au patrimoine architectural et à la civilisation locale des régions qui accueillent des touristes.

Le tournant en ce qui concerne la sensibilisation à grande échelle aux facteurs écologiques, à la fois en général et par rapport au tourisme, se situe pendant la période 1976-1977. De 1976 à 1980, on a mis en chantier le « Plan bleu » pour la Méditerranée et trois rapports sur l'Adriatique ont été élaborés, comprenant notamment des études sur l'état de la mer, de l'eau, de l'air, des sols, de la flore, de la faune et du patrimoine architectural des régions qui s'ouvrent au tourisme. Les propositions générales de Stockholm et de Vancouver ont été converties en programmes de recherche, d'aménagement et d'action nationaux, régionaux et de bassin. Les mers, les côtes, les estuaires, les hauts plateaux sont tous devenus des thèmes de conférences basées sur la recherche, et débouchant sur des programmes d'action positifs pour certaines parties de notre planète.

des années 80. Dans le monde industrialisé, la conservation a pourtant acquis un poids non négligeable; dans plusieurs pays, les mouvements verts ou écologistes commencent à jouer un certain rôle politique.

Des mouvements en faveur de la «nature dans la ville», du «développement des espaces verts dans nos villes», de «l'amélioration des politiques en faveur des zones humides», de «l'amélioration des perspectives pour les hauts plateaux» ont donné naissance à une sensibilisation accrue à l'environnement. Cette évolution a progressivement également donné lieu à une révision des théories concernant le tourisme.

Prise de conscience écologique, politique, en matière de conservation et de tourisme

Au cours de la dernière décennie, les promoteurs du tourisme ont commencé à abandonner leurs anciennes théories pour en adopter de nouvelles. L'apologie de la faible croissance, de la conservation de l'énergie et de la sauvegarde des ressources a donné naissance à une conception créative de la conservation et à une conception du tourisme sous forme d'écologie appliquée. Qu'il s'agisse de la grande barrière en Australie ou d'Ayers Rock, des Alpes européennes, du littoral adriatique yougoslave ou d'ailleurs, la sensibilisation à l'aspect écologique se traduit par une planification de la conservation des ressources prenant en compte le tourisme. Des démarches de ce genre se transforment en propositions concrètes dans le monde industrialisé — où l'augmentation de la consommation a épuisé les ressources et les réserves énergétiques de cette planète. Les difficultés sont plus grandes pour les pays du tiers monde, où l'enjeu de la bataille continue à être la survie d'une large fraction de l'humanité. Dans ces régions, on souhaite souvent, sur le plan politique, un développement rapide du tourisme de n'importe quel type pour en retirer les mêmes bénéfices que de la récolte de canne à sucre, quel que soit le coût social ou culturel. Lorsqu'on se bat pour des emplois, des revenus et de la nourriture, la protection culturelle peut être considérée comme un luxe dont on peut se passer.

Au cours des dernières années, il a été encouragé de relever en Grande-Bretagne la prolifération d'initiatives pour le développement du tourisme fondées sur la conservation des ressources.

L'intérêt témoigné au tourisme par des organismes s'occupant de conservation marque le terme d'une évolution où l'opposition et la confrontation ont cédé la place à une acceptation et une promotion du tourisme en tant que facteur de changement. Les vacances actives pour les jeunes, conçues en fonction des ressources disponibles, proposées dans plusieurs pays,

montrent que l'on a compris maintenant qu'il fallait adapter le développement du tourisme aux exigences de la conservation et de la gestion des ressources.

Conservation et racines socio-culturelles d'un «tourisme différent»

Après l'assemblée générale de l'Organisation mondiale du Tourisme, à Manille, le Conseil œcuménique des Eglises a exploité une bonne partie des données provenant de Manille pour démontrer les effets destructeurs du tourisme sur la civilisation des pays du tiers monde.

En résumé, on peut affirmer que le tourisme de «riches occidentaux dans les pays pauvres du tiers monde»:

- met en évidence et renforce les énormes disparités entre l'extrême pauvreté de la population d'accueil locale et la richesse et les dépenses des étrangers,
- exploite et porte atteinte non seulement aux sites mais aux civilisations des sociétés d'accueil, transforme un peuple fier en prostituées, joueurs, serviteurs, voleurs et toxicomanes,
- ébranle les valeurs, les cultures, les normes et dégrade le mode de vie de la population d'accueil.

La protection des consommateurs à l'intention des touristes, et les conseils qu'on leur donne ne suffisent pas pour empêcher tout cela. Des chercheurs universitaires indépendants ont démontré que la capacité de résistance aux conséquences du tourisme varie énormément selon la civilisation d'accueil. Bali ou la Dalmatie réussirent probablement à maîtriser ces conséquences; d'autres régions ont, en revanche, subi de graves perturbations culturelles, si ce ne sont pas carrément des ravages.

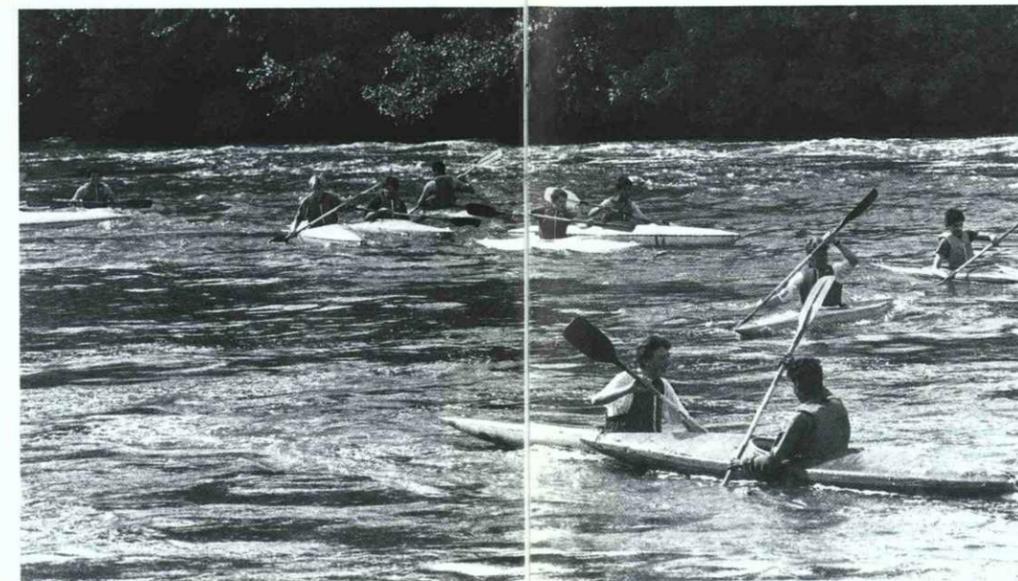


Photo: Friess-Irman

Le «tourisme différent» est né en partie du désir du pays d'accueil d'éviter des impacts culturels indésirables, en partie de son ambition et de sa volonté de promouvoir sa culture, et en partie du désir des touristes et des hôtes de profiter de ce que le tourisme peut apporter lorsqu'il est bien conçu:

- la rencontre pacifique d'individus de pays, de cultures et de professions différents,
- la promotion de contacts culturels, d'un rapprochement, d'échanges, de la coopération et de l'amitié, le développement du respect mutuel,
- le renouvellement et la détente de l'individu dans un cadre différent mais amical,
- des contrastes, l'intérêt, des stimulants, l'acquisition de connaissances nouvelles et la satisfaction de la curiosité intellectuelle,
- des plaisirs et des distractions dans des endroits nouveaux, sous des formes qui respectent la culture et le mode de vie de la population d'accueil,
- des lieux de rencontre qui favorisent les contacts entre les visiteurs et entre ces derniers et la population d'accueil.

Le «tourisme différent» n'est, par conséquent, pas un tourisme de masse, dont les adeptes sont parqués dans des ghettos et coupés de la société d'accueil. Des exemples de «tourisme différent» sont la formule ingénieuse mais complexe des vacances à la ferme au Danemark, les séjours dans de petits hôtels/pensions de famille en Autriche rurale, la tradition de location de chambres chez des particuliers dans des villages de pêcheurs polonais ou yougoslaves, le système de l'hôte payant pratiqué par de petites tavernes et pensions des îles grecques, l'hébergement en kibboutz ou l'hébergement dans des familles dans le cadre de festivals folkloriques. Si ces formules répondent à plusieurs des critères énoncés

ci-dessus, elles n'ont cependant rien de révolutionnaire, d'extravagant ou d'étrange. Elles sont valables sur le plan aussi bien économique que socio-culturel et écologique. La minorité qui part, sac au dos, à la découverte des régions encore sauvages des Etats-Unis ou des plateaux glaciers d'Islande pourrait aussi être considérée comme des adeptes d'un «tourisme différent».

Politiques du tourisme en évolution et «tourisme différent»

Plusieurs facteurs concourent heureusement à favoriser ces formules de tourisme intégré, à petite échelle, que recouvre généralement le qualificatif «tourisme différent». Tout d'abord, il y a les avantages financiers pour le pays d'accueil; les petites pensions de famille et gîtes ruraux retirent des bénéfices économiques directs maximum sous forme de revenus, d'emplois et de pertes minimum pour l'économie locale, s'ils appartiennent à des autochtones et sont dirigés par eux. Deuxièmement, le tourisme de ce type à petite échelle, gâche moins le paysage (par d'énormes bâtisses hideuses) et comme le nombre des visiteurs est réduit, il est probable que l'impact écologique sera restreint. De surcroît, le cadre, dont l'authenticité est pratiquement garantie, favorise les contacts et l'interaction sociale entre hôtes et touristes. Ils en retirent donc tous deux des avantages socio-culturels et les modèles passés en revue présentent des avantages à la fois sur les plans écologique, social et de l'environnement.

Mieux connaître la nature des impacts du tourisme peut donner naissance à des politiques mieux adaptées.

Exigences socio-culturelles des touristes et de la population d'accueil

Les données relatives aux dimensions socio-culturelles du tourisme sont souvent faussées, les auteurs voulant démontrer combien le tourisme est destructeur sur le plan culturel ou encore combien ses bénéfices nets pèsent lourd! C'est ce manque de données précises qui a incité quelques membres de notre Organisation, de plusieurs pays européens, à se réunir dans le cadre du projet comparatif transnational du Centre de Vienne sur le tourisme dans son contexte socio-culturel en tant que facteur de changement. Ce projet s'efforce de faire la distinction entre les changements attribuables au tourisme et les autres facteurs de changement. Il s'efforce aussi de recueillir des données sur le point de vue de la totalité des acteurs, touristes, tour operators, salariés du secteur du tourisme, fraction de la population hôte non concernée directement par le tourisme.

En raison même de sa nature, le tourisme favorise les relations entre trois cultures — la culture locale, la culture du touriste et la culture importée.

Ce n'est que lentement que l'industrie du tourisme parvient à appréhender la nature des populations hôtes — les touristes, et commence à les répartir dans des catégories appropriées sur le marché. Un peu tardivement, la recherche commence à s'intéresser davantage à la motivation des touristes. Les théories générales, sur les caractéristiques allocentriques et psychocentriques des touristes, ne sont pas encore suffisamment étayées.

Des données relatives à l'attitude de différentes catégories de la population d'accueil (surtout celles qui retirent des revenus du tourisme et celles qui n'en profitent pas) à l'égard des touristes font également défaut. L'on discute rarement — et l'on n'y consacre encore moins des recherches sérieuses — de la question de savoir quel devrait être le chiffre à ne pas dépasser pour les touristes par rapport à la population d'accueil — pour des raisons d'ordre socio-culturel et écologique à distinguer des raisons d'ordre économique.

Besoins en matière de politique du tourisme

La prise de conscience écologique, suscitée par le renforcement des thèses des partisans de la conservation, peut favoriser une protection appropriée des mécanismes vitaux de l'environnement naturel et le maintien de la qualité des ressources. Par ailleurs, certaines formules de vacances originales, le tourisme à petite échelle du type souvent qualifié de «tourisme différent», peuvent non seulement être une source de profit direct pour le pays d'accueil, mais sont capables de sauvegarder les paramètres socio-culturels des sociétés d'accueil, et même de créer des conditions permettant de satisfaire plus facilement une partie des besoins socio-culturels individuels de la population d'accueil et des hôtes. Il n'est pas exclu que des formes nouvelles de «tourisme culturel» dans d'anciens sites industriels ainsi que dans des sites ruraux jouent un rôle de catalyseur pour cette prochaine étape qui marquera un pas en avant. ■

Prof. Anthony S. Travis
Association internationale
d'experts scientifiques du tourisme
73 Wentworth Road
GB-Birmingham B17 9SS

Une responsabilité à partager

Groupe de travail «Tourisme avec Discernement»
Jost Krippendorf

3. Notre but dans le développement du tourisme est qu'il soit économiquement productif, socialement responsable et conscient de l'environnement. Nous sommes prêts à renoncer à poursuivre le développement dans la mesure où il s'avère être une charge intolérable pour notre population et notre environnement. Nous voulons éviter ce qu'on appelle les pièges des impératifs économiques.

4. Nous fixons de façon contraignante les objectifs du développement du tourisme dans nos régions en nous limitant à ce qui est souhaitable, et non à ce qui est réalisable. Nous respectons ces objectifs et sommes prêts à assumer des encombrements passagers qui pourraient en résulter.

5. Nous voulons conserver la maîtrise de notre sol. Nous menons une politique active en matière de propriété foncière et d'aménagement du territoire. Nous limitons l'étendue des zones constructibles. Nous renonçons à vendre du terrain aux personnes de l'extérieur. Nous voulons utiliser en priorité le volume construit existant.

6. Nous adoptons une politique restrictive en matière d'équipement. Nous voulons être prudents lors de la construction et de l'agrandissement existant (notamment : routes, parcs de stationnement, alimentation en eau, canalisations, etc.) ainsi que d'installations de transport touristiques (télécabines, remontées-pentes), et observer strictement les objectifs de développement.

7. Nous voulons protéger efficacement la nature et le paysage. Parallèlement à la maîtrise du sol et à la politique restrictive en matière d'équipement, nous créons des zones protégées étendues, afin de sauvegarder les paysages particulièrement dignes d'intérêt. Nous sollicitons la collaboration d'experts dans la conservation de l'environnement pour toutes nos activités d'aménagement et de construction.

8. Nous voulons aller à l'encontre du danger d'un développement économique unilatéral et d'une trop grande dépendance du tourisme. Nous nous engageons à soutenir l'agriculture et le petit commerce et à favoriser leur association avec le tourisme. Nous cherchons à améliorer la qualité des emplois touristiques. Nous voulons examiner continuellement la possibilité de créer des places de travail non touristiques.

9. Nous voulons adapter le développement du tourisme aux caractéristiques naturelles et culturelles de notre région. Nous attendons des visiteurs qu'ils acceptent également ce principe. Nous voulons que notre culture reste indépendante et vivante. Nous protégeons et favorisons notre architecture, notre art, notre langue, nos coutumes, notre gastronomie.

10. Nous voulons tenir au courant toutes les personnes concernées : la population locale, les entrepreneurs, les politiciens et les touristes, et les convaincre qu'il faut être conscient et responsable de l'environnement humain et naturel. Nous mettons tous les moyens du marketing et de l'information au service de notre concept.

Moi, le touriste

1. J'attends avec impatience le week-end hors de mes quatre murs et les vacances. J'ai besoin de me détendre et je le mérite vraiment. Je sais toutefois que mes vacances m'apporteront plus si je les utilise avec discernement.

2. Loin de chez moi et libre, la tentation est grande de faire quelquefois des choses que je ne ferais jamais chez moi. Je veux éviter ce danger en m'observant pendant le voyage de façon critique et en agissant avec réserve. Je veux profiter de mes vacances sans blesser ou offenser autrui.

3. Je sais que lorsque je voyage je suis un touriste comme les autres, un entre mille. J'accepte ce rôle et n'essaie pas de fuir constamment les autres touristes. Je cherche le contact avec mes compagnons de voyages.

4. Dans les régions que je visite, habitent des gens avec une culture différente. Je voudrais en apprendre davantage sur le pays et ses habitants. Je veux m'adapter aux coutumes du pays hôte et non pas exiger le contraire en tant que «roi visiteur». Demander plutôt que répondre, chercher plutôt que trouver.

5. Je veux, par moi-même, approcher l'inconnu et faire de nouvelles expériences : d'autres coutumes, d'autres manières de manger par exemple, d'autres façons de vivre, d'autres rythmes de vie.

6. Ce qui représente, pour nous les touristes, le loisir et les plaisirs, signifie pour nos hôtes travail et labeur. Notre argent est leur pain. Je veux éviter d'exploiter cette situation.



Lynx

7. Je suis prêt à porter ma part de responsabilité envers l'environnement dans lequel je voyage : je me contente de ce qui existe et ne demande pas sans cesse plus de confort, de luxe ou d'installations de loisirs de tout genre. J'utilise des moyens de transport écologiques et me déplace à pied autant que possible. Je n'ai pas besoin d'une résidence secondaire pour être heureux. Vivre en harmonie avec la nature est une expérience difficile à réaliser dans la vie de tous les jours, mais à tenter au moins pendant les vacances.

8. Je veux prendre mon temps et éviter la frénésie générale des voyages. Plus de temps pour observer, plus de temps pour des rencontres. Plus de temps en général pour m'enrichir d'expériences nouvelles que j'utiliserai dans la vie de tous les jours.

9. Je suis un consommateur critique : j'essaie de voir au-delà des propositions de voyages alléchantes. Parmi les offres, je choisis celles rapportant le plus d'avantages à la population hôte. Marchander pour des prix toujours plus bas, signifie souvent exploitation.

10. Occasionnellement, je choisis de rester à la maison au lieu de voyager. Il y a beaucoup de choses à découvrir dans mon voisinage. Je ne veux pas que voyager devienne une simple routine. Le plaisir lors de mon prochain voyage n'en sera que plus grand.

Nous, les entreprises de voyage

1. Nous sommes une entreprise commerciale qui veut satisfaire au mieux les besoins de voyager de ses clients en réalisant un bénéfice équitable. Nous ne pourrions atteindre ce but à long terme que si nous réussissons à mieux utiliser les chances qu'offre le voyage tout en réduisant ses dangers. Par conséquent, nous optons pour des formes de tourisme qui sont à la fois économiquement productives, socialement responsables et conscientes de l'environnement.

2. Nous voyons nos clients comme des personnes qui aiment la vie et qui voudraient vivre leurs vacances comme les plus belles semaines de l'année. Nous savons également que le nombre de personnes aux intérêts multiples, respectueuses d'autrui et conscientes de l'environnement va croissant. Nous encourageons cette tendance sans vouloir faire l'éducation du client.

3. Nous voulons tenir compte des intérêts, des droits et du désir d'autonomie de la population locale. Nous respectons leurs lois, leurs coutumes, leurs traditions et leurs caractéristiques culturelles. N'oublions jamais qu'en tant qu'entreprise de voyage ou en tant que touriste nous restons des invités dans les pays hôtes.

4. Nous voulons collaborer comme partenaires avec les prestataires de service et la population locale dans les pays d'accueil. Nous choisirons les conditions commerciales les plus avantageuses pour tous les partenaires. Nous encourageons dans tous les domaines de notre activité la participation de la population locale.

5. Notre effort d'améliorer la qualité des voyages se traduira en une sélection soignée et une formation permanente de nos collaborateurs à tous les niveaux, ainsi qu'un développement consciencieux et le contrôle constant de nos offres.

6. Nous voulons informer objectivement nos clients au moyen de nos catalogues et de nos guides et éveiller leurs intérêts à découvrir les pays hôtes. Notre publicité doit être attractive mais rester honnête et consciencieuse. Nous renoncerons aux superlatifs usuels et aux textes et photos «clichés». Nous insisterons sur une description respectueuse de la population et des pays à visiter. Nous éviterons toute publicité promettant des aventures érotiques.

7. Nous responsabilisons nos guides et nos animateurs à propager le tourisme avec discernement. Nous concentrons nos efforts sur une formation et un recyclage de qualité.

8. Nous renonçons à organiser des voyages et des expéditions dans les régions où vivent des groupes ethniques isolés de notre civilisation. Nous ne promettons jamais à nos clients des contacts à des peuples «non touchés» par notre civilisation car nous connaissons leur vulnérabilité.

9. Nous imposons une même et rigoureuse qualité à toutes nos activités ainsi qu'à celles de nos associés. Nous voulons contribuer à éveiller la conscience d'une responsabilité collective pour un tourisme conscient de l'environnement et socialement responsable.

10. Nous nous engageons à collaborer dans le cadre de nos associations professionnelles à élaborer ou à formuler une «éthique du tourisme» et à la respecter. ■

Groupe de travail
«Tourisme avec Discernement»
Prof. Jost Krippendorf
Forschungsinstitut für
Freizeit und Tourismus der
Universität Bern
Monbijoustrasse 29
CH-3011 Berne



Au Conseil de l'Europe

« Rien n'est plus fragile que l'équilibre des hauts lieux de beauté », dit Marguerite Yourcenar dans ses *Mémoires d'Hadrien*. Ce sentiment a été également exprimé par des hommes politiques et des participants à des réunions au Conseil de l'Europe. L'impact du tourisme sur l'environnement, le développement harmonieux du tourisme et de l'agriculture, et les dangers que représente le tourisme de masse pour la beauté fragile des montagnes et des côtes sont depuis longtemps des sujets de discussion et d'intervention pour l'Assemblée Parlementaire et pour le Secrétariat du Conseil de l'Europe.

L'examen des points ci-dessous pourra servir de rappel aux parlements nationaux et aux pouvoirs locaux auxquels un appel pressant a été lancé pour qu'ils agissent dans ce domaine.

L'Assemblée Parlementaire, en plus de ses Résolutions 687 (1979) relative à l'aménagement du territoire européen et au rôle et à la fonction des régions alpines et 997 (1984) relative aux régions côtières, et de sa Recommandation 935 (1982) concernant le lancement d'une Campagne européenne pour la renaissance des zones rurales, a adopté sa Recommandation 1009 (1985) relative au tourisme et à l'agriculture, invitant les gouvernements des Etats membres :

- à encourager un tourisme plus qualitatif et respectueux de l'environnement, lié à l'agriculture et à la sylviculture,
- à aider financièrement les agriculteurs, qui sont les dépositaires d'un patrimoine naturel et culturel vital pour le tourisme,
- à donner la priorité aux intérêts de la population locale sur ceux de propriétaires absents,
- à faire intervenir l'industrie touristique dans certains des coûts liés à la « consommation » des sites ruraux par l'imposition d'un « droit sur la nature », et
- à prévoir une Campagne européenne pour les zones rurales.

M. Lanner, dans son rapport, présenté au nom de la Commission de l'agriculture (Doc. 5423) a souligné à nouveau la dépendance mutuelle de l'agriculture et du tourisme : les agriculteurs en contribuant à protéger le paysage et à accueillir ses visiteurs ; les touristes en contribuant à soutenir financièrement les agriculteurs.

Les endroits où l'environnement se dégrade perdent leur attrait pour les touristes :

la conclusion selon laquelle la protection de l'environnement est essentielle à toute économie touristique a été tirée par le maire de Madrid, M. Manuel Ortuno, dans son rapport à la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE), lors de sa 21^e session. Si l'Etat et les administrations régionales doivent légiférer, élaborer des accords nationaux et créer des réserves naturelles, seule l'action sur place des pouvoirs locaux et de l'industrie touristique privée peut permettre d'arriver à des résultats pratiques.

La CPLRE a adopté sa Résolution 172 (1986) par laquelle elle demande notamment aux collectivités territoriales :

- d'élaborer des plans intégrés, de dresser des inventaires et d'effectuer des études d'impact sur l'environnement,
- de promulguer une législation et une réglementation sectorielle appropriée pour prévenir la spéculation foncière et la pollution,
- de créer des emplois par le biais du « tourisme vert » et de la protection de l'environnement,
- de promouvoir le tourisme rural et les petites initiatives locales, et
- de coordonner leur action avec les collectivités voisines afin de partager les bénéfices et de répartir les coûts de l'économie touristique.

Le Comité d'organisation et d'orientation de la Campagne européenne pour le monde rural a été invité à étudier les possibilités existantes pour le tourisme rural, et la Commission de l'environnement et de l'urbanisme a été chargée de commencer la rédaction de codes de conduite spécifiques pour des régions touristiques sélectionnées.

A sa Seconde Conférence des régions méditerranéennes en septembre 1987, la CPLRE a discuté, en tant que thème majeur, l'impact du tourisme sur l'environnement et l'aménagement du territoire dans le bassin méditerranéen. Un appel urgent a été lancé par le Professeur Aurelio Dozio, d'Italie, qui a mis en garde contre le fait que les réponses à court terme, motivées par la recherche du profit et sans planification aux « migrations imprévisibles et désordonnées des hordes quelquefois incertaines et toujours irrégulières de touristes » menaçaient l'identité culturelle et les écosystèmes naturels du bassin. Il faut coordonner les initiatives privées et les subordonner à l'intérêt public général pour préserver la civilisation méditerranéenne, son environnement et son économie.

Le tourisme et l'environnement ont également été passionnément discutés au Symposium sur le tourisme rural, tenu en mai 1988 à Sankt Peter (RFA), dans le cadre de la Campagne européenne pour le monde rural. Une étude a montré qu'un touriste sur trois est gêné par la dégradation de l'environnement sur son lieu de séjour ; et parmi ceux-là, un sur cinq ne reviendra pas ; les touristes attendent, comme partie intégrante de leurs vacances, de beaux paysages et beaucoup d'espaces verts. Le groupe d'étude pour le tourisme a analysé les tendances touristiques dans les zones rurales et conclu que :

- les touristes ont besoin d'être mieux informés et éduqués pour pouvoir « voyager intelligemment »,
- l'environnement est le « capital » de base d'une économie touristique et qu'il faut, par conséquent, l'entretenir et le préserver, et
- la population des régions d'accueil doit être aidée, sur le plan de la formation et de l'infrastructure, de manière à pouvoir offrir d'autres formes de tourisme, telles que le tourisme « doux » et le tourisme « vert ».

Et ce qui concerne le tourisme rural, les experts ont reconnu le rôle essentiel de l'agriculture familiale dans l'entretien du paysage, la mise en place de l'infrastructure, la fourniture de produits locaux frais, et la préservation de la culture locale, qui ont tous constitué les premiers éléments d'attrait pour les touristes ruraux. Les participants au Symposium européen « Tourisme et loisirs en milieu rural » ont estimé que le Conseil de l'Europe devait poursuivre ses activités sur l'avenir des zones rurales, en particulier sur le tourisme rural, et s'intéresser également à l'information et à la publicité transfrontalières, à la normalisation des symboles internationaux, à la confection de manuels pratiques pour le développement des entreprises touristiques rurales, à la coopération locale et régionale, à la fixation d'objectifs et de limites, de directives pour les bâtiments et les plans afin que ceux-ci n'abîment pas le paysage et s'y intègrent harmonieusement, à la modernisation de la gestion et des installations, tout cela compte tenu des attentes des populations locales.

Puisque les beaux sites sont si fragiles, nous ne pouvons espérer que, si nous gâchons les nôtres, nous pourrions toujours nous faire nous-mêmes touristes et en trouver d'autres. Nous devons entretenir et préserver aussi bien les petites parties de l'Europe dans lesquelles nous vivons que celles que nous visitons comme touristes si nous voulons être en mesure de transmettre à nos enfants une Europe d'une beauté durable.

Agences nationales du Centre

AUTRICHE
Mr Peter SONNEWEND-WESSENBERG
Österreichische Gesellschaft
für Natur- und Umweltschutz
Holzgasse 2a
A-6020 INNSBRUCK

BELGIQUE
M. Jean RENAULT
Ministère de l'Agriculture
Administration de la Recherche Agronomique
Manhattan Center 7^e étage
Avenue du Boulevard 21
B-1210 BRUXELLES

CHYPRE
Nature Conservation Service
Ministry of Agriculture and
Natural Resources
CY-NICOSIA

DANEMARK
Mr. Robert JENSEN
Ministry of the Environment
The National Forest and Nature Agency
Slotsmarken 13
DK-2970 HØRSHOLM

FRANCE
M^{lle} Isabelle RAYNAUD
Direction de la Protection
de la Nature
Ministère de l'Environnement
14, boulevard du Général-Leclerc
F-92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

**RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE**
Deutscher Naturschutzring
Bundesverband für Umweltschutz
Kalkuhlstraße 24
Postfach 32 02 10
D-5300 BONN-OBERKASSEL 3

GRÈCE
M. Byron ANTIPAS
Secrétaire général
Société hellénique pour la
protection de la nature
24, rue Nikis
GR-10557 ATHENES

ISLANDE
Mr Gisli GISLASON
Director
Nature Conservation Council
Hverfisgötu 26
ISL-101 REYKJAVIK

IRLANDE
Mr Tommy O'SHAUGHNESSY
Department of Tourism, Fisheries and Forestry
Forest & Wildlife Service
Leeson Lane
IRL - DUBLIN 2

ITALIE
Dr ssa Elena MAMMONE
Ministero dell' Agricoltura
Ufficio delle Relazioni internazionali
18, via XX Settembre
I - 00187 ROMA

LIECHTENSTEIN
Dr. Mario F. BROGGI
Liecht. Gesellschaft
für Umweltschutz
Heiligkreuz 52
FL - 9490 VADUZ

LUXEMBOURG
M^{me} M. SCHOLTES
Ministère de l'Environnement
5A rue de Prague
L-LUXEMBOURG-VILLE

MALTE
Mr Joe SULTANA
Environment Division
Ministry of Education and Environment
M-VALLETTA

PAYS-BAS
Ing. P.M. DETHMERS
Ministry of Agriculture and Fisheries
Department for Nature Conservation
Environmental Protection
and Wildlife Management
Postbus 20401
NL-2500 EK THE HAGUE

NORVÈGE
Mrs Irene SIGUENZA
Ministry of Environment
Myntgaten 2
P.O. Box 8013 DEP
N-0030 OSLO

PORTUGAL
Prof. M. Magalhaes RAMALHO
Liga para a Protecção da Natureza
Estrada do Calhariz de Benfica, 187
P-1500 LISBOA

ESPAGNE
M.D. Antonio MAGARIÑOS COMPAIRD
Dirección General de Medio Ambiente
Ministerio de Obras Públicas y
Urbanismo
Paseo de la Castellana 67
E-28071 MADRID

SUÈDE
Mr. Ingvar BINGMAN
National Swedish Environment
Protection Board
P.O. Box 1302
S-171 25 SOLNA

SUISSE
Dr Ulrich HALDER
Ligue Suisse
pour la Protection de la Nature
Wartenbergstraße 22
Postfach
CH-4020 BÂLE

TURQUIE
Mr Hasan ASMAZ
President of the Turkish Association
for the Conservation of Nature
and Natural Resources
Menekse sokak 29/4
Kizilay
TR-ANKARA

ROYAUME-UNI
Mr. M. W. HENCHMAN
Nature Conservancy Council
Northminster House
GB-PETERBOROUGH PE1 1UA



Photo Friess-Irman

Tout renseignement concernant Naturopa, le Centre Naturopa ou le Conseil de l'Europe peut être fourni sur demande adressée au Centre ou aux Agences nationales respectives dont la liste figure ci-dessus.

